

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### BANQUE NEUFLIZE OBC

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 383 507 453 €.  
Siège social : 3, avenue Hoche, 75008 Paris.  
552 003 261 R.C.S. Paris.

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 30 mai 2017**

#### A. – Comptes sociaux

##### I. – Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

Actif	Référen ce note de l'annexe	2016	2015
Caisse, banques centrales, C.C.P.		1 041 417	56 467
Effets publics et valeurs assimilées	A1-A8	639 767	740 082
Créances sur les établissements de crédit	A2	3 757 914	3 372 393
A vue		2 792 268	2 519 249
A terme		965 646	853 144
Créances sur la clientèle	A3-A8	3 510 915	3 553 037
Créances commerciales		7 067	7 209
Autres concours à la clientèle		2 640 015	2 682 478
Comptes ordinaires débiteurs		863 833	863 351
Obligations et autres titres à revenu fixe	A1-A8	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	A1-A8	24 599	23 931
Participations et activité de portefeuille	A4-A8	12 064	11 929
Parts dans les entreprises liées	A4-A8	233 661	233 677
Immobilisations incorporelles	A5	40 628	20 034
Immobilisations corporelles	A5	74 087	83 391
Autres actifs	A6	33 212	36 602
Comptes de régularisation	A7	68 851	38 752
Total de l'actif		9 437 114	8 170 295

Passif	Référen ce note de l'annexe	2016	2015
Dettes envers les établissements de crédit	P1	2 483 978	1 859 816
A vue		64 006	108 039
A terme		2 419 972	1 751 776
Comptes créditeurs de la clientèle	P2	6 130 048	5 503 253
Comptes d'épargne à régime spécial		818 860	742 290
A vue		797 411	720 277
A terme		21 449	22 013
Autres dettes		5 311 188	4 760 963
A vue		3 142 963	2 815 476
A terme		2 168 225	1 945 487

Autres passifs	P3	34 259	33 729
Comptes de régularisation	P4	70 193	67 036
Provisions	P5/P5-1	40 153	38 777
Fonds pour risques bancaires généraux		4 252	4 252
Capitaux propres hors FRBG	P7	674 232	663 433
Capital souscrit	P7	383 507	383 507
Prime de fusion	P7	167 080	167 080
Réserves	P7	47 458	45 402
Provisions réglementées	P6-P7	467	469
Provisions pour investissements	P6-P7	0	1 535
Report à nouveau (+/-)	P7	17 644	26 139
Résultat de l'exercice (+/-)	P7	58 076	39 300
Total du passif		9 437 115	8 170 295

Hors bilan	Référence note de l'annexe	2016	2015
Engagements donnés			
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	AP3	18 464	18 640
Engagements de financement en faveur de la clientèle	AP3	509 780	316 708
Garanties données en faveur d'établissements de crédit	AP3	28 361	26 046
Garanties données en faveur de la clientèle	AP3	216 027	203 073
Engagements sur titres	HB1	50 000	0
Opération en Devises	HB1	136 406	98 060
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	HB1	428 484	401 427
Opérations sur instruments de change	HB1	7 295	63 225
Opérations sur autres instruments	HB1	173 276	122 993
Autres engagements donnés		1 823	4 781
Engagements reçus			
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	AP3	178 252	787 792
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	AP3	89 748	27 384
Engagements de garantie reçus de la Clientèle	AP3	1 835 545	1 868 928
Opérations en devises	HB1	136 349	98 006
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	HB1	433 904	410 198
Opérations sur instruments de change	HB1	7 295	63 225
Opérations sur autres instruments	HB1	173 276	122 993
Autres engagements reçus		1 823	4 781

**II. – Compte de résultat**  
(En milliers d'euros.)

	Référence note de l'annexe	2016	2015
Produits nets d'intérêts	R-1	168 565	155 281
+ Intérêts et produits assimilés		158 915	158 950
Sur opérations avec les Etablissements de crédit		55 121	50 026
Sur opérations avec la Clientèle		90 558	92 084
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		13 235	16 840
- Intérêts et charges assimilées		-28 920	-37 374
Sur opérations avec les Etablissements de crédit		-15 370	-16 373
Sur opérations avec la Clientèle		-13 551	-21 001
+ Revenus des titres à revenu variable	R-1-1	38 571	33 706
Produits nets des commissions	R-2	97 166	91 328
+ Commissions (produits)		104 967	100 719
- Commissions (charges)		-7 801	-9 390

Résultat net des opérations financières		4 651	5 047
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	R-3	4 671	4 676
Solde en bénéfice sur titres de transaction		595	928
Solde en bénéfice sur opérations de change		3 125	3 074
Solde en bénéfice sur instruments financiers		952	674
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	R-3-1	-20	371
Solde en bénéfice (+) ou pertes (-) sur titres de placement		-20	371
Autres charges et produits nets d'exploitation bancaire	R-4	-212	-2 027
+ Autres produits d'Exploitation bancaire		6 335	1 952
- Autres charges d'Exploitation bancaire		-6 547	-3 979
Produit net bancaire		270 170	249 629
- Charges générales d'exploitation	R-5	-192 320	-183 093
Frais de personnel		-116 696	-113 985
Autres frais administratifs		-75 623	-69 107
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		-7 040	-5 962
Total frais généraux		-199 360	-189 055
Résultat brut d'exploitation		70 810	60 574
- Coût du risque	R-6	-8 342	-10 196
Résultat d'exploitation		62 468	50 378
- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	R-7	-5	-37
+/- Résultat courant avant impôt		62 463	50 341
- Impôt sur les bénéfices	R-8	-5 926	-10 996
- Dotations ou reprises provisions réglementées		2	-46
- Provision pour Investissement		1 536	0
Résultat de l'exercice (+ / -)		58 075	39 300

### III. – Annexe des comptes sociaux

#### Faits marquants

La Banque Neufilze OBC a acquis le fonds de commerce « Fontenay Gestion » et le pôle Discretionary Portfolio Management de Gestion Sous Mandats d'ABN Amro Investment Solutions le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

#### Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes sociaux

La présentation des états financiers relative à l'exercice 2016 est conforme aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Le compte de résultat publiable constitue le modèle d'analyse de la formation du résultat donnant le produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation et le résultat net.

Les charges générales d'exploitation et le produit net bancaire sont présentés nets des transferts de charges qui s'y rapportent.

#### 1. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

La Banque Neufilze OBC applique le règlement ANC n°2014-07 notamment en ce qui concerne les dispositions relatives aux transactions entre parties liées et les opérations non inscrites au bilan.

Conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit français, les méthodes d'évaluation prennent en compte pour la majorité des opérations l'intention dans laquelle celles-ci ont été conclues.

#### 1.1. – Conversion des comptes en devises

Les actifs, passifs et engagements de hors bilan libellés en devises sont valorisés aux cours de change officiels du marché au comptant à la clôture de l'exercice. Les écarts de change ainsi dégagés sont enregistrés en résultat.

#### 1.2. – Commissions sur prestations de services

Elles sont enregistrées en produits et charges en fonction de leur nature. Les produits de commissions rémunérant des services continus sont étalés sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres...).

#### 1.3. – Créances et engagements sur établissements de crédit et clientèle

##### 1.3.1. – Généralités :

Les créances sur établissements de crédit comprennent les créances détenues au titre des opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédits, à l'exception de ceux qui sont matérialisés par un titre.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devises identiques, même entité de comptabilisation. Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature au hors-bilan correspondent :

- aux engagements irrévocables de concours en trésorerie ;

- aux engagements de garantie n'ayant pas donné lieu à mouvements de fonds.

### *1.3.2. – Traitement des créances douteuses :*

La Banque Neufilze OBC applique le règlement ANC n° 2014-07 ainsi que les dispositions de l'avis 2006-16 du 21 décembre 2006 sur le déclassement en douteux des découverts repris par l'article 2221-2 du règlement ANC n° 2014-07.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par la banque de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières et neuf mois pour les créances sur des collectivités locales), ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou pour risques à hauteur des pertes probables. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme ces derniers, dans le produit net bancaire.

Les dépréciations pour créances douteuses sont calculées en valeurs actualisées (Art 2231-2 du règlement ANC n° 2014-07). Le taux utilisé est soit le taux d'origine du crédit quand il est connu, soit le taux d'intérêt légal.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est classée en encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat.

### *1.3.3. – Commissions reçues :*

En application du règlement ANC n° 2014-07, les commissions reçues sont étalées linéairement au prorata du capital restant dû. Les produits liés à cet étalement sont enregistrés en PNB et le stock à lisser est intégré à l'encours de crédit concerné.

## **1.4. – Portefeuille titres**

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées non consolidées.

La banque applique les dispositions du règlement ANC n° 2014-07 relatives à la comptabilisation des frais d'acquisition de titres et celles de l'avis CNC 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux Conditions de transferts de titres :

- les titres de transaction peuvent être transférés en catégories titres de placement ou titres d'investissement ;
- les titres de placement ne peuvent être transférés en catégorie titres d'investissement que dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

Pour les titres de transaction transférés, la valeur de transfert correspond à la valeur comptable des titres de transaction déterminée le jour du transfert selon les règles de la catégorie des titres de transaction qu'ils soient reclassés en titres de placement ou en titres d'investissement.

Pour les titres de placement reclassés en titres d'investissement, les titres sont inscrits le jour du transfert à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

### *Titres de transaction*

Il s'agit de titres négociables sur un marché à caractère liquide et qui sont acquis ou vendus avec l'intention dès l'origine de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix sont représentatifs de transactions réelles, régulières et intervenant dans des conditions de concurrence normale.

A la date d'acquisition ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus, et le cas échéant, en incluant les intérêts courus. A la date de clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent, les variations de valeur sont portées dans le compte de résultat.

### *Titres de placement*

Il s'agit d'actions (ou d'autres titres à revenus variables) ou d'obligations, qui ne relèvent ni classés des titres de transaction, ni des titres d'investissement.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les coupons courus sont enregistrés en créances rattachées.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Pour les titres cotés, la valeur de marché correspond au cours le plus récent à fin décembre. Pour les titres non cotés, la valeur de marché correspond à la valeur probable de négociation.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon une méthode actuarielle.

### *Titres de l'activité de portefeuille*

Sont regroupés sous cette catégorie, les valeurs acquises avec pour objectif unique d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention de développer des liens durables dans le fonds de commerce de l'entreprise ayant émis ces titres.

A la date d'acquisition ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Les titres figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Celle-ci est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de la société émettrice et de l'horizon de détention.

Dans le cas de titres cotés, elle peut être établie à partir du cours de bourse retenu sur une durée de référence.

Les moins-values latentes sont calculées par lignes de titres et sont comptabilisées sans compensation avec les plus-values latentes.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### *Titres d'investissement*

Ce sont des obligations, des effets publics ou valeurs assimilées acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les coupons courus sont enregistrés en créances rattachées.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciation sauf s'il existe une forte probabilité que ces titres ne soient pas conservés jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### *Autres titres détenus à long terme*

Cette catégorie regroupe les titres acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

A la date de leur acquisition, les titres inscrits dans cette catégorie sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### *Titres de participations et parts dans les entreprises liées*

Ce sont des titres dont la possession durable est utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

A la date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus.

Les « autres titres détenus à long terme » et les « titres de participation et parts dans les entreprises liées » sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir. Plusieurs méthodes d'estimation peuvent être utilisées : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, cours moyen de bourse des derniers mois, conjoncture économique.

### **1.5. – Instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions**

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 et de l'Instruction 94-04 de la Commission Bancaire. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

#### *Interventions sur les marchés organisés et assimilés*

En fin d'exercice, les contrats sont évalués suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette évaluation est porté au compte de résultat.

#### *Intervention sur marchés de gré à gré*

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et de garantie de taux plafond ou plancher (caps ou floors) sont affectées dès leur origine dans un de ces trois portefeuilles :

- couverture identifiée ou micro-couverture ;
- macro-couverture ;
- transaction.

Les contrats classés en portefeuille de transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les variations de valeur constatées sont portées en compte de résultat de l'exercice.

En ce qui concerne les opérations de couverture :

- les différentiels d'intérêts courus sur swaps de taux sont étalés au prorata du temps écoulé, contrat par contrat en compte de résultat ;
- les différentiels d'intérêts reçus ou versés ainsi que les primes de caps-floors sont rapportés au compte de résultat au prorata du temps écoulé.

### **1.6. – Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de réévaluation, nettes des amortissements cumulés.

#### *Réévaluation*

Dans le cadre de la dernière réévaluation légale, la Banque Neufilze OBC a procédé à la réévaluation des éléments existants en 1976. Ces réévaluations ont été maintenues dans les états financiers présentés.

#### *Amortissements et dépréciations*

Les terrains ne sont pas amortis.

Les amortissements sont calculés, en méthode linéaire ou en dégressif, sur la durée de vie probable des actifs concernés :

- Constructions : 30 à 50 ans ;
- Aménagements : 6 à 15 ans ;
- Mobiliers et matériels : 3 à 10 ans ;
- Logiciels : 1 à 5 ans.

La Banque Neufilze OBC applique les dispositions relatives aux amortissements et dépréciations des actifs du règlement ANC n°2014-03.

### **1.7. – Dettes envers établissements de crédits, comptes créditeurs clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées en fonction de leur durée initiale ou de la nature des dettes :

- dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **1.8. – Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports : bons de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou économique sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont amortis linéairement sur la durée de vie des emprunts correspondants. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux autres intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

### **1.9. – Dettes subordonnées :**

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **1.10. – Provisions**

En application des articles 321-1 et suivants du règlement ANC n°2014-03 relatifs aux passifs, les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Il s'agit de passifs représentant une obligation de l'entité à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette rubrique regroupe donc des provisions destinées à couvrir :

- des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires nettement précises quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ;
- des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Les provisions comprennent :

- les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite versés à certains salariés ;
- les primes versées pour les médailles du travail conformément à la Convention Collective ;
- les provisions pour engagements par signature, pour litiges et risques divers ;
- les provisions pour Epargne-Logement : en application de l'avis CNC n°2006-02 du 31 mars 2006 relatif à la comptabilisation des Comptes et Plans d'Epargne-Logement (PEL) dont les dispositions sont reprises dans le règlement ANC n°2014-07, les risques attachés aux engagements en matière de PEL sont couverts par une provision correspondant à l'estimation du surcoût de rémunération engendré par l'encours de PEL, compte tenu de la comparaison entre taux de marché et taux contractuels d'origine des contrats.

#### 1.11. – Engagements en matière de retraite et médailles du travail

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. L'impact en résultat est comptabilisé dans la rubrique « Frais de personnel ».

Les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) versés à certains salariés ont été évalués et provisionnés depuis l'exercice 1987.

Les engagements sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013, les effets d'actualisation non-encore comptabilisés en charge, compte tenu de l'ancienne méthode du corridor, ont été enregistrés à l'ouverture de l'exercice en capitaux propres (« Report à nouveau ») en respectant par ailleurs les règles liées aux changements de méthodes comptables, c'est-à-dire sans effet d'impôts.

L'intégralité des dotations et reprises de l'exercice, incluant donc l'ensemble des effets d'actualisation, sont dès lors enregistrés directement en résultat.

##### *Indemnités Fin de Carrière :*

Lors de la constitution de ces provisions en 2004, les charges sociales afférentes (loi Fillon) ont fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle des engagements. Dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation ANC n°2013-02, les charges restant à étaler à l'ouverture de l'exercice 2013 ont été portées au compte de « report à nouveau ». Les charges sont de trois ordres :

- Charge théorique du service : charge normale de l'exercice provisionnée ;
- Coût financier : montant correspondant à une année de droit complémentaire acquis (provision\* taux d'actualisation) ;
- Les Prestations versées : diminuent la charge annuelle comptabilisée en charge théorique du service.

##### *Médaille du travail :*

Les charges sont de trois ordres :

- Charge théorique du service : charge normale de l'exercice provisionnée ;
- Coût financier : montant correspondant à une année de droits complémentaires acquis (provision\* taux d'actualisation) ;
- Les Prestations versées : diminuent la charge annuelle comptabilisée en charge théorique du service.

#### 1.12. – Frais de personnel

La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

Elle intègre également le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a été créé par l'article 66 de la loi de Finances rectificative pour 2012. Il s'agit d'un crédit d'impôt de 6 %, qui s'impute sur l'impôt sur les bénéfices et qui est basé sur les rémunérations versées aux salariés.

Conformément aux dispositions prévues par la directive européenne CRD IV sur les fonds propres réglementaires, les dispositions suivantes s'appliquent au sein de la Banque Neuflyze OBC :

- pour les salariés relevant des dispositions globales prévues par le Groupe ABN AMRO et conformément aux critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC : la rémunération variable est divisée en deux parts : l'une dite « initiale » de 60 %, l'autre dite « différée » correspondant au 40 % restant. La part différée est soumise à des conditions suspensives avant attribution. Les parts initiale et différée sont elles-mêmes scindées en deux parts égales comprenant un versement de 50 % en numéraire et de 50 % en certificats de performance. Le règlement en numéraire des certificats de performance est soumis à une période de rétention de deux ans. Ces dispositions s'appliquent dès le 1<sup>er</sup> € de rémunération variable.
- pour les salariés relevant des dispositions locales prévues par le Groupe Neuflyze OBC et conformément aux critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC concernant les rémunérations variables éventuelles :
  - celles dont le montant brut est inférieur ou égal à 100 K€ sont versées en numéraire en mars N+1,
  - pour celles dont le montant brut est compris entre 100 K€ et 200 K€ : versements de 100 K€ en mars N+1, d'1/3 du solde différé en mars N+2, d'1/3 en mars N+3 et 1/3 en mars N+4,
  - pour celles dont le montant brut est supérieur à 200 K€ : versements de 50 % en mars N+1, d'1/3 du solde différé en mars N+2, d'1/3 en mars N+3 et 1/3 en mars N+4.

L'ensemble des modalités applicables est détaillé dans la politique de rémunération du Groupe Neuflyze OBC et ses annexes.

#### 1.13. – Fonds pour risques bancaires généraux

Conformément au règlement ANC n°2014-07, le groupe constitue des fonds pour risques bancaires généraux destinés à la couverture de risque lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires.

Les dotations ou reprises sont identifiées au compte de résultat sous la rubrique « Dotation, reprise aux fonds pour risques bancaires généraux ».

#### 1.14. – Coût du risque

La rubrique « coût net du risque » comprend les dotations nettes aux dépréciations et provisions pour risques de contreparties, risques-pays, et litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

#### 1.15. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » regroupe :

- les plus ou moins-values de cessions ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement ;

- Les plus ou moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles.

### 1.16. – Impôts courants

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2016, le taux d'IS est de 34,43 % (après application d'une surtaxe de 3,3 % sur le taux de 33,33 %) contre 38 % au 31 décembre 2015 (dont 10,7 % de contribution exceptionnelle).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les dividendes reçus de filiales détenues à plus de 95 %, intégrées fiscalement, sont exonérés d'IS au titre du régime spécial mère-filiales, à l'exception d'une quote-part de frais et charges de 1 %. Les dividendes reçus de titres de participation sont exonérés d'IS, à l'exception d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

Les plus-values à long terme de cession de titres de filiales et participations sont exonérées d'IS (sauf sur la quote-part de frais et charges imposée à 12 %).

Les sociétés soumises à l'IS sont assujetties à une contribution additionnelle égale à 3 % des distributions qu'elles mettent en paiement (art 235 ter ZCA du CGI).

Le projet de Loi de Finance Rectificative pour 2016 prévoit la suppression de cette contribution à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour les distributions de dividendes aux sociétés, y compris étrangères, qui remplissent les conditions pour être membres de l'intégration fiscale (comme si elles étaient établies en France).

### Intégration fiscale

Pour le calcul et le paiement de l'impôt, la Banque Neufilze OBC et certaines de ses filiales détenues à plus de 95 % constituent un groupe d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le groupe fiscal sont conservées par la société mère.

### 1.17. – Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

### 1.18. – Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice.

Note A1. – Opérations sur titres de transaction, de placement, d'investissement

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016				2015			
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur de marché
Titres de placement								
Actions et autres titres à revenu variable	25 535	-937	24 598	27 369	24 831	-900	23 931	25 899
Total des titres de placement	25 535	-937	24 598	27 369	24 831	-900	23 931	25 899
Dont titres non cotés	25 535	-937	24 598	27 369	24 831	-900	23 931	25 899
Titres d'investissement								
Effets publics et valeurs assimilées	639 766		639 766	681 606	740 082		740 082	795 151
Total des titres d'investissement	639 766		639 766	681 606	740 082		740 082	795 151
Dont titres non cotés								
Titres de transaction, de placement et d'investissement								
Effets publics et valeurs assimilées	639 766		639 766	681 606	740 082		740 082	795 151
Actions et autres titres à revenu variable	25 535	-937	24 598	27 369	24 831	-900	23 931	25 899
Dont titres non cotés	25 535	-937	24 598	27 369	24 831	-900	23 931	25 899
Plus-Values latentes	2 771				1 968			
Dont OPCVM français	15 678	-802	14 876	17 352	15 679	-800	14 879	16 501
Dont OPCVM de capitalisation	18 347	-833	17 514	20 165	17 643	-800	16 843	18 659
Total des titres de transaction de placement et d'investissement	665 301	-937	664 364	708 975	764 913	-900	764 013	821 050
Différence positive entre le prix d'acquisition/remboursement			270				678	
Différence négative entre le prix d'acquisition/remboursement			-6 860				- 8 021	

Note A2. – Créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes ordinaires	2 789 978		2 789 978	2 516 562		2 516 562
Comptes et prêts		959 144	959 144		847 016	847 016
Sous-total	2 789 978	959 144	3 749 122	2 516 562	847 016	3 363 578
Créances rattachées	2 290	6 502	8 792	2 687	6 129	8 816
Total	2 792 268	965 646	3 757 914	2 519 249	853 144	3 372 393
Dont créances entreprises liées françaises (Note récapitulative N° AP1)	53	132 740		9	99 229	

Note A3. – Créances sur la clientèle

Nature des crédits au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016
--	------

	Sociétés et EI (2)	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total
Créances commerciales	6 973				6 973
Autres concours à la clientèle	1 978 371	653 899	17 464	39 140	2 688 874
Crédits clients	1 893 234	624 511	17 390		2 535 135
*Crédits de trésorerie (1)	1 221 509	350 688	9 130		1 581 326
*Crédits à l'équipement	427 017		102		427 120
*Crédits Investisseurs	244 527	273 823	8 158		526 509
*Autres	180				180
Prêts Clientèle financière à terme				39 140	39 140
Valeurs non imputées	19 773				19 773
Créances douteuses (*)	65 364	29 389	74		94 826
* Créances douteuses	35 857	4 568	1		40 426
* Créances douteuses compromises	29 507	24 821	73		54 401
Comptes ordinaires débiteurs	352 712	477 546	20 152	3 078	853 487
Créances rattachées					12 715
Sous-total	2 338 055	1 131 445	37 616	42 218	3 562 050
Dépréciations cf. note A8(*)	-37 086	-13 975	-73		-51 134
* Dépréciation sur douteux	-13 071				-13 071
* Dépréciation sur douteux compromis	-24 015	-13 975	-73		-38 063
Total net	2 300 969	1 117 470	37 543	42 218	3 510 915
(1) Dont créances entreprises liées françaises	401				
Dont Crédit de trésorerie Cofiloisirs (Cf. note récapitulative AP1)	400				
(2) Sociétés et Entrepreneurs Individuels					
1) Passage en pertes					
Créances couvertes par dépréciations	6 767	185			6 952
Créances non couvertes par dépréciations	406	73			479
2) Récupération sur créances amorties	661	438			1 099

Nature des crédits au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2015				
	Sociétés et EI (2)	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total
Créances commerciales	6 267				6 267
Autres concours à la clientèle	2 020 095	684 936	14 877	16 276	2 736 184
Crédits clients	1 943 481	657 890	14 766		2 616 137
*Crédits de trésorerie (1)	1 273 727	353 416	5 415		1 632 558
*Crédits à l'équipement	414 753		152		414 905
*Crédits Investisseurs	253 834	304 473	9 200		567 507
*Autres	1 168				1 168
Prêts Clientèle financière à terme				16 276	16 276
Valeurs non imputées	171				171
Créances douteuses (*)	76 443	27 046	111		103 600
* Créances douteuses	37 914	1 140	0	0	39 055
* Créances douteuses compromises	38 529	25 906	111		64 546
Comptes ordinaires débiteurs	347 572	474 825	23 863	1 522	847 781
Créances rattachées					12 687
Sous-total	2 373 934	1 159 760	38 740	17 797	3 602 920
Dépréciations cf. note A8(*)	- 37 623	- 12 210	- 49		- 49 882
* Dépréciation sur douteux	- 11 770				- 11 770
* Dépréciation sur douteux compromis	- 25 853	- 12 210	- 49		- 38 112
Total net	2 336 311	1 147 550	38 691	17 797	3 553 037
(1) Dont créances entreprises liées françaises	2				
Dont Crédit de trésorerie Cofiloisirs (Cf. note récapitulative AP1)					



(2) Sociétés et Entrepreneurs Individuels				
1) Passage en pertes				
Créances couvertes par dépréciations	4 783	564		5 347
Créances non couvertes par dépréciations	2 197	103		2 300
2) Récupération sur créances amorties	428	198		627

## Note A4. – Participations et parts dans les entreprises liées

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016				2015			
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur de marché	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur de marché
Titres de participation								
Administrations publiques centrales	441		441	441				
Etablissements de crédit	11 547		11 547	16 754	11 547		11 547	15 954
Appels de fonds et avances en compte courant des SCI	12		12	12	13		13	13
Clientèle financière	96	-33	63	94	414	-45	369	394
Total des titres de participation	12 096	-33	12 063	17 301	11 974	-45	11 929	16 361
Parts dans les entreprises liées								
Autres entreprises financières	102 702		102 702	224 645	102 702		102 702	416 321
Entreprises non financières	131 032	-72	130 960	215 801	131 032	-57	130 975	191 009
Total des parts dans les entreprises liées	233 734	-72	233 662	440 446	233 734	-57	233 677	607 330
Total des titres de participation et des parts dans les entreprises liées (1)	245 830	-105	245 725	457 747	245 708	-102	245 606	623 691
(1) Dont titres non cotés			245 725				245 606	

Dans le cadre de ses activités bancaires, la Banque Neufilze OBC figure au capital de divers SCI, SNC, et GIE.

## Note A5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Montant brut	Amortissements/dépréciations	Montant net	Montant brut	Amortissements/dépréciations	Montant net
Immobilisations incorporelles	78 003	- 37 375	40 628	53 632	- 33 598	20 034
Logiciels	36 995	- 32 586	4 409	32 865	- 29 153	3 712
Fonds de commerce (1)	40 334	- 4 789	35 545	18 205	- 4 445	13 760
Immobilisations en cours	674		674	2 562		2 562
Immobilisations corporelles	150 665	- 76 578	74 087	156 708	- 73 316	83 392
Terrains d'exploitation	4 363		4 363	4 363		4 363
Constructions d'exploitation (2)	48 885	- 5 857	43 028	58 908	- 5 621	53 287
Installations	74 329	- 55 907	18 422	73 111	- 53 876	19 235
Matériel, mobilier	21 413	- 14 814	6 599	19 919	- 13 819	6 100
Immobilisations en cours	1 675		1 675	407		407
Total	228 668	- 113 953	114 715	210 340	- 106 914	103 426

(1) le fonds de commerce issu de la fusion avec Demachy est amorti sur 10 ans.

(2) dont immeuble avenue Hoche Paris 8<sup>e</sup> détenu via la SNC Hoche dont le capital est de 41 M€ au 31 décembre 2016.

Immobilisations (En milliers d'euros.)	Valeur brute au 31/12/2015	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements (1)	Valeur brute au 31/12/2016
Immobilisations incorporelles	53 632	24 461		-90	78 003
Immobilisations corporelles (1)	156 708	3 760		-9 803	150 665
	210 340	28 221		-9 893	228 668

(1) réduction de capital de 10 M€ sur la SNC Hoche

Amortissements (En milliers d'euros.)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Immobilisations incorporelles	-33 598	-3 777		-37 375
Immobilisations corporelles	-73 316	-3 262		-76 578
	-106 914	-7 039		-113 953

## Note A6. – Autres actifs

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016	2015
Primes sur achat d'options	8 699	11 009
Débiteurs divers dont	24 513	25 592
Etat	5 141	4 166
Fournisseurs	1 507	3 988
Dépôts garanties versés	3 013	4 762
Clients - Refacturations Sociétés du Groupe	1 603	825
Versement Certificat Association	786	1 803
Débiteurs divers autres	12 462	10 048
<b>Total</b>	<b>33 213</b>	<b>36 602</b>

## Note A7. – Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016	2015
Produits à recevoir	26 965	26 145
Charges payées d'avance	1 608	1 546
Autres comptes de régularisation dont :	40 277	11 062
Moyens de paiements	12 695	10 602
Divers (1)	27 582	460
<b>Total</b>	<b>68 850</b>	<b>38 752</b>

(1) dont achat de titres pour 25 M\$ le 30 décembre 2016 régularisé le 2 janvier 2017 sur le compte du client

## Note A8. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2015	Dotations	Reprises et utilisations	Autres mouvements*	2016
Sur créances clientèle (Note A3)	49 882	14 674	-13 453	31	51 134
Entreprises	37 623	11 195	-11 697	94	37 215
Particuliers et divers	12 259	3 479	-1 756	-63	13 919
Sur portefeuille titres (Note A1)	900	37			937
Autres titres de placement	900	37			937
Sur filiales et participations (Note A4)	102	16	-13		105
Filiales et participations	102	16	-13		105
<b>Total</b>	<b>50 885</b>	<b>14 727</b>	<b>-13 466</b>	<b>31</b>	<b>52 177</b>

\* Cette colonne reprend les différences de change sur les dépréciations en devises ainsi que l'effet d'actualisation de celles-ci.

## Note P1. – Dettes envers les établissements de crédit

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes ordinaires et emprunt au jour le jour (1)	57 125		57 125	105 238		105 238
Comptes et emprunts (cf. note AP2)		2 415 517	2 415 517		1 746 650	1 746 650
Autres sommes dues	6 579		6 579	2 801		2 801
<b>Sous total</b>	<b>63 704</b>	<b>2 415 517</b>	<b>2 479 221</b>	<b>108 039</b>	<b>1 746 650</b>	<b>1 854 690</b>
Dettes rattachées	304	4 453	4 757	0	5 125	5 125
<b>Total</b>	<b>64 009</b>	<b>2 419 970</b>	<b>2 483 979</b>	<b>108 039</b>	<b>1 751 775</b>	<b>1 859 815</b>
(1) Dont dettes entreprises liées françaises						
Dont Comptes ordinaires Cofiloisirs (Note récapitulative n° AP1)	7 345		7 345	13 446		13 446

## Note P2. – Dépôts clientèle par agent économique

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	A Vue	A Terme	Total	A Vue	A Terme	Total
Comptes épargne à régime spécial (1)	795 367	20 586	815 953	716 429	21 126	737 555
Sociétés et Entrepreneurs Individuels	2 736	6	2 743	3 268	6	3 275
Particuliers	790 927	20 579	811 507	711 873	21 119	732 992
Divers	1 703		1 703	1 288		1 288

Autres dettes	3 145 007	2 169 088	5 314 096	2 819 324	1 946 374	4 765 699
Comptes ordinaires	3 141 006		3 141 006	2 811 640		2 811 640
Sociétés et entrepreneurs individuels (2)	1 943 848		1 943 848	1 763 629		1 763 629
Particuliers	835 879		835 879	738 834		738 834
Divers	246 708		246 708	221 029		221 029
Clientèle financière	114 570		114 570	88 147		88 147
Comptes créditeurs à terme		2 167 513	2 167 513		1 944 569	1 944 569
Sociétés et entrepreneurs individuels		1 930 479	1 930 479		1 771 764	1 771 764
Particuliers		50 890	50 890		17 776	17 776
Divers		186 144	186 144		155 030	155 030
Autres sommes dues à la clientèle	1 823		1 823	2 876		2 876
Sous total dépôts	3 938 196	2 188 099	6 126 295	3 530 945	1 965 695	5 496 640
Dettes rattachées	2 179	1 575	3 754	4 808	1 805	6 614
Total (cf. note AP2)	3 940 374	2 189 674	6 130 049	3 535 754	1 967 500	5 503 254
(2) Dont ressources entreprises liées françaises (Note récapitulative n° AP1)	268 734		268 734	293 638		293 638
(1) dont Epargne réglementée (Avis CNC n°2006-02)						
- Montant des encours collectés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 20,59 M€						
- Montant des encours de crédit en vie octroyés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 8 K€						
- Pour les plans épargne logement : affectation par tranche d'ancienneté (0-4 ans, 4-10 ans et plus de 10 ans) de ces montants.						
0-4 ans : 666 K€						
4-10 ans : 841 K€						
+ de 10 ans : 19 078 K€						

## Note P3. – Autres passifs

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016	2015
Primes sur options vendues	9 009	11 300
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	13	13
Créditeurs divers dont :	25 237	22 417
Prélèvements et Autres impôts	3 607	3 900
Personnel & Organismes sociaux	7 549	5 281
Fournisseurs	11 088	9 808
TVA	2 231	2 437
Autres	763	989
Total	34 259	33 729

## Note P4. – Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016	2015
Produits constatés d'avance	4 095	4 523
Charges à payer	52 352	50 601
Autres comptes de régularisation dont :	13 760	11 912
Comptes liés aux moyens de paiement	13 500	8 761
Divers	260	3 151
Total	70 206	67 036

## Note P5. – Provisions

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2015	Dotations	Reprises et utilisation	Autres mouvements (2)	2016
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	558		-463		95
Provisions ayant supporté l'impôt (3 Cf Note P5-1)	23 717	4 088	-1 126	832	27 511
Indemnités départ à la retraite	20 686	3 708	-850	665	24 208
Médailles du Travail	3 032	380	-276	167	3 303
Autres provisions	14 500	2 498	-4 436		12 562
Coûts liés à la séparation d'ABN AMRO	3 075		-1 233		1 842

Autres (1)	11 425	2 498	-3 203		10 720
Total	38 775	6 586	-6 025	832	40 168
(1) dont Provisions de 238 K€ sur Epargne réglementée (Avis CNC n°2006-02)					
(2) Provisions liées au transfert d'effectif DPM d'AAIS vers NOBC					

## Note P5-1. – Couverture engagements de retraite

Engagements	01/01/2016	Variation de l'exercice	31/12/2016
Retraite supplémentaire	15 226	1 841	17 067
Indemnités de fin de carrière	20 411	2 298	22 709
Médaille du travail	3 033	269	3 302
Sous-total engagements	38 670	4 409	43 079
Couverture par compagnie d'assurance pour prise en charge des engagements			
Retraites supplémentaires et indemnités de fin de carrière	- 14 950	-618	-15 568
Montant total couverture	- 14 950	-618	-15 568
Montant net engagements	23 720	3 791	27 511

Suite au changement de méthode (recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013), les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

(3) Le montant enregistré au titre de l'exercice 2016 est une dotation de 2 330 K€ dont 1 080 K€ sur IFC et 1 250 K€ sur Retraite Directeurs (Cf. Note P5).

## Note P6. – Provisions réglementées et provision pour investissement

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2015	Dotations	Reprise et utilisation	2016
Provisions pour investissement	1 535		-1 535	
Provisions réévaluation immobilisations amortissables	41		-9	32
Amortissement dérogatoire (SOFICA)	109			109
Frais d'acquisition des titres de participation	319	7		325
Total	2 003	7	-1 544	466

## Note P7. – Variations des capitaux propres 2015/2016

(En milliers d'euros.)	Capital	Prime de fusion	Réserves		Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
			Légale	Compl.				
Capitaux propres au 31/12/2015 (avant affectation du résultat)	383 507	167 080	27 002	18 399	1 999	26 138	39 300	663 428
Affectation du résultat 2015			1 965	90		37 245	-39 300	0
Capitaux propres au 31/12/2015 (après affectation résultat)	383 507	167 080	28 967	18 489	1 999	63 383	-0	663 425
Distribution dividendes (1)						-45 739		-45 739
Provision pour Investissements					-1 535			-1 535
Amortissement Provision réglementée					3			3
Résultat 2016							58 076	58 076
Capitaux propres au 31/12/2016 (avant affectation du résultat)	383 507	167 080	28 967	18 489	467	17 644	58 076	674 232
(1) Décision AG 27 Mai 2016								

## Capital social

Nature des titres / Détenteurs	%	Nominal	Nombre	Valorisation
Actions ordinaires		109 euros	3 518 417	383 507 453
Détenu par ABN AMRO NV	99,99			

## Note AP1. – Opérations avec les entreprises liées et participations

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016	2015
---------------------------------------	------	------

	Entreprises liées	Participations	Total	Entreprises liées	Participations	Total
Emplois						
Créances sur les Etablissements de crédit	132 793		132 793	99 238		99 238
Total	132 793		132 793	99 238		99 238
Ressources						
Dettes envers les Etablissements de crédit	7 345		7 345	13 446		13 446
Comptes créditeurs de la clientèle	202 228		202 228	293 585		293 585
Total	209 573		209 573	307 031		307 031

Note AP1-1. – Opérations avec le groupe ABN AMRO hors France

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016
Emplois	
Créances sur les Etablissements de crédit	3 570 604
Total	3 570 604
Ressources	
Dettes envers les Etablissements de crédit	2 426 760
Total	2 426 760
Engagements hors bilan	
Engagements reçus	
Engagements de Financement	2 887 373
Total	2 887 373

Note AP2. – Emplois et ressources suivant la durée restant à courir  
(montants nets de dépréciations déduites incluant les créances rattachées)

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	D <= 3 mois		3mois < D <= 1 an		1an < D <= 5 ans		D > 5 ans		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Emplois										
Créances sur les Etablissements de crédit	168 948	189 263	114 158	41 517	300 000	215 000	382 539	407 364	965 646	853 144
Crédits à la clientèle	251 958	249 295	497 470	471 638	1 423 586	1 444 085	474 068	524 669	2 647 082	2 689 687
Totaux	420 906	438 558	611 628	513 155	1 723 586	1 659 085	856 608	932 032	3 612 728	3 542 831
Ressources										
Dettes envers les Etablissements de crédit	923 201	919 446	1 181 802	566 211	259 126	188 639	55 841	77 480	2 419 970	1 751 776
Dépôts clientèle	2 086 127	1 903 371	46 632	34 429	56 916	29 700			2 189 674	1 967 500
Totaux	3 009 328	2 822 816	1 228 434	600 640	316 042	218 339	55 841	77 480	4 609 644	3 719 276

Note AP3. – Ventilation en devises du Bilan et des Engagements de financement et de garanties Hors-bilan

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016						Total contre-valorisé en Euro
	Euro	Dollar	Yen	Franc Suisse	Livre Sterling	Autres devises	
Total bilan							
Actif	9 145 165	259 359	766	6 725	15 352	9 748	9 437 114
Passif	9 135 136	269 645	720	6 570	15 234	9 810	9 437 114
Hors Bilan Actif							
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	18 464						18 464
Engagements de financement en faveur de la clientèle	473 758	36 022					509 780
Engagements de garantie							
D'ordre d'établissements de crédit	28 358					3	28 361
D'ordre de la clientèle	211 570	4 204		177		76	216 027
Hors Bilan Passif							
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	178 252						178 252
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	75 499	14 249					89 748
Engagements de garantie reçus de la clientèle	1 817 364	18 004		177			1 835 545

Note HB1. – Engagements

Au 31 décembre (En milliers d'euros.)	2016	2015
	Couverture	Couverture

Marchés de gré à gré		
- Options sur actions		
Achat (Ctie Clients)	173 276	122 993
Opérations sur autres instruments	173 276	122 993
- Options de change		
Achat (Ctie ABN AMRO)	3 668	31 576
Achat (Ctie Clients)	3 627	31 649
Opérations sur instruments de change	7 295	63 225
- Contrats d'échange de taux d'intérêt		
Swaps emprunteurs de taux fixe/prêteur à taux variable	281 468	330 113
- Taux plafonds		
Achat CAP de taux (Ctie ABN AMRO)	100 873	80 085
Achat Floor (Ctie ABN AMRO)	51 563	
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	433 904	410 198
- Options sur actions		
Vente (Ctie Clients)	173 276	122 993
Opérations sur autres instruments	173 276	122 993
- Options de change		
Vente (Ctie ABN AMRO)	3 627	31 649
Vente (Ctie Clients)	3 668	31 576
Opérations sur instruments de change	7 295	63 225
- Contrats d'échange de taux d'intérêt		
Swaps emprunteurs de taux variable/prêteur à taux fixe	281 468	330 113
- Taux plafonds		
Vente CAP de taux (Ctie ABN AMRO)	95 453	71 314
Vente Floor (Ctie ABN AMRO)	51 563	
Opérations sur instruments de taux d'intérêts	428 484	401 427
Opérations en devises		
Monnaie à recevoir (opérations de change à terme)	75 292	94 644
Opérations de change comptant	61 114	3 416
Total opérations en devises	136 406	98 060
Monnaie à livrer (opérations de change à terme)	75 240	94 578
Opérations de change comptant	61 109	3 428
Total opérations en devises	136 349	98 006
Titre à recevoir		
Engagements souscription EMTN	50 000	

Note HB2. – Ventilation des instruments financiers à terme selon leur durée résiduelle

Durée résiduelle (notionnel) (En milliers d'euros.)	D<=1 an	1an<D<=5ans	D>5 ans
Marchés de gré à gré			
Instruments de taux d'intérêts	21 123	163 152	97 193
Swaps	21 309	75 406	4 157
Achats CAP	20 709	72 535	2 209
Ventes CAP		51 563	
Achats Floor		51 563	
Ventes Floor			
Instruments de cours de change	7 295		
Autres instruments	144 426	28 850	

Primes sur options (En milliers d'euros.)	Reçues	Payées
Options de change	26	26
Options sur actions/indices	7 327	7 912
Options de taux	1 346	1 071
Total	8 699	9 009

## Note HB3. – Instruments financiers à terme - risque de contrepartie

(En milliers d'euros.)	Juste Valeur Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Risque sur les établissements de crédit situés en zone A (ABN AMRO)	1 397	112
Change à terme	1 000	80
CAP	397	32
Risque sur la clientèle	25 423	2 034
Change à terme	819	66
Options de change	54	4
Options sur actions	15 634	1 251
Swaps	8 916	713
Total avant effet des accords de compensation	26 820	2 146
Total après effet des accords de compensation	26 820	2 146

## Note R1. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

Produits d'intérêts et assimilés (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Etablissements crédit	Clientèle	Autres	Etablissements crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	29 960	18 062		29 282	17 502	
Intérêts sur comptes et prêts à terme	24 465			19 978		
Intérêts sur créances commerciales et crédits clientèle		64 508			66 344	
Produits des opérations sur instruments de taux	475	4 135		516	4 639	
Report - Déport	221	226		251	227	
Intérêts sur titres à revenu fixe			13 235			16 840
Revenus des titres à revenu variable (R1.1)			38 571			33 706
Sous-total intérêts	55 121	86 930	51 806	50 026	88 711	50 546
Commissions sur engagements de financement		1 893			1 899	
Commissions sur engagements de garantie		1 736			1 473	
Sous-total commissions	0	3 628		0	3 373	
	55 121	90 558	51 806	50 026	92 084	50 546
Total produits d'intérêts et assimilés	197 486			192 656		

Charges d'intérêts et assimilés (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Etablissements crédit	Clientèle	Autres	Etablissements crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	1 413	509		19	460	
Intérêts sur comptes et emprunts à terme	9 186	9 163		11 330	14 227	
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial		3 054			5 037	
Report - Déport	192	180		201	161	
Charges des opérations sur instruments de taux	4 063	644		4 628	1 116	
Sous-total intérêts	14 853	13 551	0	16 178	21 001	0
Commissions sur engagements de garantie reçus	517			196		
	15 370	13 551	0	16 373	21 001	0
Total charges d'intérêts et assimilés	28 920			37 374		
Marge nette d'intérêts		165 454			152 105	
Commissions nettes sur engagements de financement et de garantie		3 112			3 177	
Marge nette d'intérêts et assimilés		168 565			155 281	

Résultat net sur opérations financières (R3)		4 651		5 047
Autres charges et produits d'exploitation bancaire (R4)		-212		-2 027
Total marge d'intérêts et assimilés		173 004		158 301

## Note R1-1. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Titres de Placement	260	212
Titres de Participation	665	539
Parts dans les Entreprises liées (1)	37 647	32 955
Total	38 572	33 706
(1) Dont		
Dividendes AAIS	18 918	12 431
Dividende Neuflyze Vie	13 483	14 757

## Note R2. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	121		90	
Opérations sur effets et comptes	13 334		13 730	
Opérations de change	391		326	
Opérations de hors-bilan	2 263	132	3 152	162
Engagements sur titres	2 237		3 092	
Opérations sur instruments financiers à terme	25	132	60	162
Prestations de services financiers	88 858	7 668	83 420	9 228
Moyens de paiement	7 202	3 734	6 018	3 750
Opérations financières et titres	77 734	3 409	73 445	4 439
Autres	3 921	525	3 957	1 039
Total des commissions	104 967	7 801	100 719	9 390
Produits nets des commissions (Produits-Charges)	97 166		91 328	

## Note R3. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de transaction	595		928	
Opérations de change	3 125		3 074	
Instruments financiers	952		674	
Produits nets des opérations de portefeuille de négociation	4 671		4 676	

## Note R3-1. – Gains et pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de placement				
Plus-values de cession	16		288	
Reprises de dépréciation			87	
Dépréciation		36		5
Total	16	36	376	5
Produits nets des opérations de portefeuille de placement	-20		371	

## Note R4. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges



Cotisation fonds de garantie espèces		62		57
Pertes opérationnelles		6 484		3 920
Autres produits d'exploitation bancaire	6 335		1 952	
Total	6 335	6 547	1 952	3 977
Charges nettes d'exploitation bancaire	-212		-2 027	

## Note R5. – Frais généraux et amortissements

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Frais de personnel (1)	116 696	113 985
Salaires et traitements	69 226	65 773
Charges sociales	24 699	23 976
Charges de retraite	11 650	9 262
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	9 722	8 752
Intéressement et participation des salariés	6 771	7 262
Sous total	122 070	115 025
Charges refacturées	-5 373	-1 039
Autres frais administratifs	75 623	69 107
Impôts et taxes	5 920	7 094
Services extérieurs (2)	91 171	86 053
Sous total	97 091	93 147
Charges refacturées	-21 467	-24 038
Total charges générales d'exploitation	192 320	183 093
Total amortissements	7 040	5 962
Total frais généraux et amortissements	199 360	189 055

(1) Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi s'élève à 563 K€ en 2016 et est affecté aux efforts d'investissements, notamment dans le cadre de projets (Digital, MIFID2,...)

(2) Les honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2016 s'élèvent à 144,5 K€ HT pour EY, 144,5 K€ HT pour Mazars et 14 K€ HT pour KPMG (qui était CAC jusqu'au 01/01/2016).

L'ensemble des rémunérations allouées pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016 aux membres du Directoire s'élève à 1 451 K€.

Au 31 décembre 2016, les Bonus différés CRD non comptabilisés s'élèvent à 1,1 M€.

## Note R6. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dotations aux dépréciations		
Sur crédits domestiques et risques divers	-15 501	-13 494
Reprises de dépréciations		
Sur crédits domestiques et risques divers	13 490	10 319
Dotations nettes de dépréciations et de provisions	-2 011	-3 175
Créances irrécouvrables non dépréciées	-479	-2 300
Créances irrécouvrables dépréciées	-6 952	-5 347
Récupérations sur créances amorties	1 099	627
Total coût du risque	-8 342	-10 196

## Note R7. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Participations et activité de portefeuille		
Plus-values de cession	7	0
Moins-values de cession	-9	
Reprises de dépréciation	13	5
Dotations de dépréciation	-16	-42
Résultat net	-5	-37

## Note R8. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Contribution de 3 % sur la distribution de dividendes	-1 372	-2 640
IS Théorique (hors intégration fiscale)	-11 439	-10 827
Impact de l'intégration fiscale (1)	6 842	2 540
Charge d'impôts sur exercices antérieurs	43	-69
Impôts sur les sociétés	-5 926	-10 996
<i>(1) dont 5 650 K€ compte tenu de la neutralisation de la plus-value de cession de l'activité Fontenay Gestion d'AAIS à NOBC au 01/01/2016</i>		

## Note R9. – Autres informations

	2016	2015
Techniciens des métiers de la banque	194	201
Cadres	698	655
Effectif moyen du personnel	892	856

L'effectif comprend les Salariés de la Banque ainsi que ceux détachés dans les autres Sociétés du Groupe.

## Note R10. – Opérations avec les parties liées (Groupe Neuflyze France et Groupe ABN)

(En milliers d'euros.)	Total 2016	Parties liées Groupe Neuflyze France	Parties liées Groupe ABN (hors France)
Produits nets d'intérêts	168 565	75	40 169
Intérêt produit	158 915	91	54 009
Intérêt Charges	-28 920	-16	-13 840
Revenus des titres à revenu variable	38 571		0
Produits nets des commissions	97 166	42 720	4 128
Commissions (produits)	104 967	44 617	4 583
Commissions (charges)	0	-1 896	-455
Résultat net des opérations financières	4 651	0	7 194
Autres charges nettes d'exploitation bancaire	-212	203	
Produit net bancaire	270 170	42 999	51 490
Charges générales d'exploitation	-192 320	8 831	-17 699
Frais de personnel	-116 696	1 729	215
Autres frais administratifs	-75 623	7 102	-17 914
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	-7 040	0	0
Total frais généraux	-199 360	8 831	-17 699
Résultat brut d'exploitation	70 811	51 830	33 791

## IV. – Affectation du résultat

L'Assemblée Générale constate que l'exercice se solde par un bénéfice de 58 075 543,29 €.

Elle approuve la proposition du Directoire d'affecter ce bénéfice augmenté du report à nouveau antérieur qui s'élevait à 17 644 445,80 €, soit un bénéfice distribuable de 75 719 989,09 € comme suit :

- à la réserve légale, la somme de 2 903 777,16 € ;
- à la réserve spéciale Œuvre d'art, la somme de 92 890,26 € ;
- au compte de report à nouveau, la somme de 48 094 402,67 € ;
- aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de 24 628 919,00 €, soit 7,00 € par action.

La mise en paiement sera effectuée à partir du 6 juin 2017.

Les personnes physiques sont soumises à un prélèvement obligatoire non libératoire de 21 %.

Les revenus distribués sont éligibles, pour les personnes physiques, à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158, 3-2° du CGI.

L'Assemblée Générale constate par ailleurs que les dividendes distribués au titre des exercices précédents sont les suivants :

- Exercice 2012 : pas de distribution
- Exercice 2013 : 42 221 004,00 €, soit 12,00 € par action
- Exercice 2014 : 87 960 425,00 €, soit 25,00 € par action
- Exercice 2015 : 47 739 421,00 €, soit 13,00 € par action

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque Neuflyze OBC, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I. – Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**II. – Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

**Provisionnement du risque de crédit**

Votre société a constitué des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités tel que décrit dans les notes 1.3 et A3 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les dispositifs de contrôle relatifs au suivi du risque crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

**Autres estimations**

Votre société procède à des estimations comptables portant sur des engagements de retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi ainsi que sur des provisions pour litiges et risques divers, tel que décrit dans les notes 1.10, 1.11, P.5 et P.5.1 de l'annexe des comptes sociaux.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**III. – Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 17 mars 2017

*Les Commissaires aux comptes*

Mazars  
Gilles Dunand-Roux

Ernst & Young Audit  
Luc Valverde

**B. – Comptes consolidés****I. – Bilan consolidé**

(En milliers d'euros.)

Actif	Référence note de l'annexe décembre 2016	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques Centrales, CCP		1 041 418	56 467
Effets Publics et Valeurs Assimilées	A1C	639 766	740 081
Créances sur Etablissements de Crédit	A2C	3 822 998	3 434 968
- à vue		2 857 352	2 581 823
- à terme		965 646	853 145
Opérations avec la clientèle	A3C	3 511 154	3 553 243
- Créances commerciales		7 051	7 209
- Autres concours à la clientèle		2 639 872	2 682 718
- Comptes ordinaires débiteurs		864 231	863 316
Actions et autres titres à revenu variable	A1C	23 531	22 435
Placements des entreprises d'assurance	A8C	6 825 643	6 683 837
- Placements représentatifs de contrats en UC		3 167 583	3 147 850
- Autres placements		3 658 060	3 535 987
Participations et autres titres détenus à long terme	A4C	1 597	1 466
Parts dans les Entreprises liées mises en équivalence	A6C	11 115	10 759
- Non Financières		-	-
- Financières		11 115	10 759
Immobilisations Incorporelles	A5C	19 509	16 752
Immobilisations Corporelles	A5C	70 215	70 982
Autres Actifs	A7C	64 782	90 753
Comptes de Régularisation	A7C	77 586	58 796

Ecart d'acquisition	A5C	798	1 746
Total actif		16 110 113	14 742 284
Dont part des devises		295 145	279 917

<b>Passif</b>	<b>Référen ce note de l'annexe décem bre 2016</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Dettes envers les Etablissements de Crédit	P1C	2 484 041	1 859 815
A vue		64 069	108 039
A terme		2 419 972	1 751 776
Opérations avec la Clientèle	P2C	5 938 461	5 296 993
Comptes d'Epargne Régime Spécial			
A vue		797 411	720 279
A terme		21 449	22 013
Autres Dettes			
A vue		2 951 376	2 609 215
A terme		2 168 225	1 945 486
Provisions techniques des entreprises d'assurance		6 683 837	6 678 101
Provision technique des contrats en UC		3 340 405	3 292 144
Autres provisions techniques		3 343 432	3 385 957
Autres Passifs	P3C	59 779	69 067
Autres passifs d'assurance	P3C	136 240	33 635
Comptes de Régularisation	P3C	73 916	72 071
Provision pour Risques et Charges	P4C	42 989	42 794
Fonds pour Risques Bancaires généraux		4 252	4 252
Capitaux Propres hors FRBG	P5C	686 597	685 555
Capital Souscrit	P5C	383 507	383 507
Primes d'Emission	P5C	168 261	168 261
Réserves Consolidées, Ecart de Réévaluation et Différences sur Mises en Equivalence	P5C	88 044	87 798
Part du Groupe		88 044	87 798
Résultat de l'exercice (+/-)	P5C	46 785	45 988
Part du Groupe		46 785	45 988
Total passif		16 110 113	14 742 283
Dont part des devises		301 979	278 330

<b>Hors bilan</b>	<b>Référen ce note de l'annexe décem bre 2016</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Engagements donnés			
Engagements de Financement			
D'ordre d'Etablissements de Crédit		18 464	18 640
En faveur de la Clientèle		507 763	316 707
Engagements de Garantie			
D'ordre d'Etablissements de Crédit		28 361	26 046
D'ordre de la Clientèle		195 338	203 073
Engagements sur titres		50 000	0
Engagements reçus			
Engagements de Financement			
Reçus d'Etablissements de Crédit		178 253	787 792
Engagements de Garantie			
Reçus d'Etablissements de Crédit		89 748	27 384

Reçus de la Clientèle	H4C	1 835 545	1 868 928
Engagements sur titres		0	0

**II. – Compte de résultat consolidé**

(En milliers d'euros.)	Référence note de l'annexe décembre 2016	décembre 2016	décembre 2015	Variation décembre 2016 / décembre 2015
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	R1C	130 218	121 575	7,11 %
+ Intérêts et produits assimilés		158 796	158 931	
+ Revenus des titres à revenu variable	R1-1C	433	239	
- Intérêts et charges assimilés		-29 011	-37 595	
Produits nets des commissions	R2C	166 539	178 462	-6,68 %
+ Commissions (Produits)		245 754	257 406	
- Commissions (Charges)		-79 215	-78 944	
Produits nets sur opérations financières	R3C	4 821	5 803	-16,92 %
+ Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		4 833	5 141	
+ Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-12	662	
Marge technique et financière activités assurances	R4C	47 300	46 424	1,89 %
Autres produits d'exploitation bancaire	R11C	6 330	1 952	
Autres charges d'exploitation bancaire	R11C	-6 547	-4 004	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	R12C	1 015	691	
Produit net bancaire		349 676	350 903	-0,35 %
Frais de personnel	R5C	-144 663	-147 082	-1,64 %
Charges générales d'exploitation	R5C	-112 790	-106 798	5,61 %
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	R5C	-8 648	-7 202	20,08 %
Total frais généraux		-266 101	-261 082	1,92 %
Résultat brut d'exploitation		83 575	89 821	-6,95 %
Coût du risque	R6C	-7 553	-8 770	-13,88 %
Résultat d'exploitation		76 022	81 051	-6,20 %
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	R7C	6	18	
Résultat courant avant impôt		76 028	81 069	-6,22 %
Impôt sur les bénéfices	R9C	-28 294	-34 104	-17,04 %
Résultat exceptionnel et dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	R8C	-948	-976	-2,87 %
Résultat net part du groupe		46 786	45 989	1,73 %
Résultat par action (en euros)		13	13	
Résultat dilué par action (en euros)		13	13	

**III. – Annexe des comptes consolidés****Principes de consolidation et principes comptables du groupe****1. – Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés**

Les comptes consolidés du groupe Neuflyze OBC relatifs à l'exercice 2016 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n°99-07 modifié du Comité de la réglementation comptable relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF).

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n°2000-04 du Comité de la réglementation comptable relatif aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du CRBF et du règlement 2005-05 pour la présentation des annexes.

Le Groupe Neuflyze OBC applique les articles 1124-61 et 1124-39 du règlement ANC n°2014-07 relatifs respectivement aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan.

**2. – Périmètre****2.1. – Méthodes de consolidation :**

Conformément au règlement n°99-07 modifié du CRC relatif à la consolidation des comptes des banques et des établissements financiers français, les comptes consolidés du groupe Neuflyze OBC regroupent les comptes de la banque et de ses principales filiales bancaires et non bancaires pour lesquelles l'un des deux seuils est respecté :

- le total du bilan est supérieur à 2 % du total du bilan du groupe Neuflyze OBC ou d'un sous-groupe constitutif ;
- le total des capitaux propres est supérieur à 0,5 % des capitaux propres du groupe Neuflyze OBC ou d'un sous-groupe constitutif.

**Intégration globale**

Sont consolidées par la méthode de l'intégration globale, les entités sous contrôle exclusif.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entité ;
- soit de la désignation, pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans le groupe Neuflyze OBC, sont consolidées par intégration globale les entités détenues directement ou indirectement à plus de 50 % à l'exception de Neuflyze Vie.

La méthode de l'intégration globale consiste à substituer à la valeur au bilan des titres de participation tous les éléments d'actif et de passif des sociétés consolidées, après élimination des comptes réciproques et des profits intragroupe et à déterminer les droits des actionnaires minoritaires dans les résultats et dans la situation nette.

#### **Intégration proportionnelle**

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entité exploitée en commun avec comme conditions :

- un nombre limité d'actionnaires ou d'associés partageant le contrôle ;
- l'existence d'un accord contractuel qui précise les conditions de l'exercice du contrôle et les décisions qui sont essentielles à la réalisation des objectifs de l'entreprise et qui nécessitent l'accord unanime des actionnaires ou associés.

La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer dans les comptes du groupe les actifs, passifs et résultats de la filiale au prorata du pourcentage de détention de la société mère dans le capital de celle-ci.

Cette méthode est utilisée pour la société Neuflyze Vie.

#### **Mise en équivalence**

L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières ou opérationnelles d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Elle est présumée lorsque le pourcentage des droits de vote détenus dans une entreprise excède directement ou indirectement 20 %.

Cette méthode est utilisée dans le groupe pour la société Cofiloisirs.

Conformément à la recommandation ANC 2013-1, la quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence est désormais présentée en PNB.

#### *Sociétés non consolidées*

Bien qu'entrant dans les critères définis précédemment, certaines sociétés peuvent ne pas être consolidées du fait que leur détention ne présente pas de caractère durable.

Sont également exclus du périmètre de consolidation les groupements d'intérêt économiques et les autres structures juridiques créées spécifiquement pour gérer des opérations pour le compte d'une entreprise par mise à disposition d'actifs ou fournitures de biens, services ou capitaux, dès lors que le financement qui leur est consenti figure à l'actif du groupe et traduit mieux la réalité des risques encourus et l'activité financière du groupe.

#### **2.2. – Dates de clôture :**

Les comptes de toutes les sociétés consolidées ont été arrêtés au 31 décembre.

#### **2.3. – Périmètre de consolidation :**

Liste des sociétés consolidées (note n° HB3C).

#### **2.4. – Variations du périmètre de consolidation :**

Il n'y a pas eu de mouvement de périmètre au cours de cet exercice.

#### **2.5. – Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée :**

En cas de variation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation, la quote-part de situation nette afférente à cette variation est portée en variation des capitaux propres en contrepartie de l'écart d'acquisition s'il y a eu augmentation du pourcentage et en résultat de cession s'il y a eu diminution du pourcentage.

### **3. – Principes de consolidation et méthodes d'évaluation**

#### **3.1. – Réévaluation des bilans :**

Les immobilisations ont fait l'objet d'une réévaluation en 1978 selon les règles édictées par les lois de finances 1977 et 1978. L'effet de cette réévaluation a été maintenu dans les comptes consolidés.

#### **3.2. – Ecart d'acquisition :**

La différence existant lors de l'entrée dans le groupe d'une filiale entre le coût d'acquisition des titres de cette filiale et la quote-part des capitaux propres correspondante est affectée, après analyse, en correction des éléments du bilan de la société concernée.

Conformément à l'avis n° 97 B du Comité d'Urgence, les valeurs des actifs et des passifs de filiales récemment acquises sont susceptibles d'être revues, après analyse approfondie dans un délai allant jusqu'à la fin du premier exercice qui suit l'entrée dans le périmètre de consolidation.

Le solde non affecté, constitue l'écart d'acquisition, positif ou négatif ; il figure au bilan consolidé sous la rubrique écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont amortis sur un maximum de 20 ans. Ces plans d'amortissement peuvent être modifiés, si une dégradation de la situation économique de la société concernée justifie une dépréciation accélérée.

#### **3.3. – Retraitements et éliminations :**

Les comptes réciproques, ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au groupe Neuflyze OBC et ayant une influence significative sur les états financiers consolidés ont été éliminés lorsqu'ils concernaient les filiales ayant fait l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Par exception, afin de conserver une information comparable économiquement, les commissions versées par Neuflyze Vie aux banques du groupe ne sont pas retraitées.

Préalablement à la consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées peuvent faire l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après. Les règles d'évaluation spécifiques aux activités d'assurance sont maintenues dans les comptes consolidés.

#### **3.4. – Provisions réglementées :**

Les provisions réglementées sont retraitées dans les capitaux propres.

#### **3.5. – Réserve de capitalisation :**

La réserve de capitalisation de Neuflyze Vie est retraitée nette d'impôt pour les mouvements de l'exercice dans le résultat consolidé, et pour les mouvements antérieurs dans les capitaux propres consolidés.

### **4. – Principes comptables du Groupe**

**4.1. – Principe de séparation des exercices**

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

**4.2. – Conversion des comptes en devises**

Les actifs, passifs et engagements de hors bilan libellés en devises sont valorisés aux cours de change officiels du marché au comptant à la clôture de l'exercice.

Les écarts de change ainsi dégagés sont enregistrés en résultat.

**4.3. – Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthode comptable n'a été opéré sur la période

**4.4. – Intégration proportionnelle de Neuflyze Vie**

Le groupe a appliqué depuis le 1er janvier 2001 le règlement CRC 2000-05 transposant aux compagnies d'assurances la nouvelle méthodologie générale de consolidation.

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités d'assurance de Neuflyze Vie sont maintenus dans les comptes consolidés du groupe Neuflyze OBC. Les postes constitutifs de Neuflyze Vie sont présentés dans les postes de même nature du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan consolidés, à l'exception des éléments suivants :

**Placements nets des entreprises d'assurance**

Les placements des entreprises d'assurance regroupent les placements représentatifs des contrats en unités de compte, des contrats d'assurance dits contrats en « euros », et des autres contrats d'assurance. Le cas échéant, les placements réalisés sous forme de titres émis par des sociétés consolidées du Groupe sont éliminés.

Les placements représentatifs des contrats en unités de compte sont évalués à leur valeur de réalisation ; la valeur globale de ces titres correspond au montant des engagements envers les assurés.

Les placements immobiliers sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition augmentée des travaux de construction et d'amélioration, hors frais d'acquisition et impôts ; les immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation économique estimée. Une dépréciation est constituée en cas de dépréciation durable des immeubles.

Les valeurs mobilières et autres titres à revenu fixe sont comptabilisés à leur coût d'acquisition hors intérêts courus et hors frais d'acquisition. Si la valeur de remboursement diffère de la valeur d'achat, l'écart, pour chaque ligne de titres, est rapporté au résultat sur la durée de vie résiduelle des titres selon une méthode actuarielle. Une dépréciation est constituée dès lors qu'apparaît un risque de non-remboursement du principal ou de non-paiement des intérêts par les débiteurs.

Les actions et autres titres à revenu variable sont comptabilisés à leur prix d'achat hors frais. Une dépréciation est constituée en cas de dépréciation durable de la valeur des titres déterminée par référence à leur valeur recouvrable estimée.

Les provisions pour risque d'exigibilité, constituées dans les comptes individuels des entreprises d'assurance, sont destinées à faire face à une insuffisance de liquidité des placements en cas de modification du rythme de règlement des sinistres. Elles permettent de couvrir le risque de réalisation de moins-values sur les titres relevant de l'article R332-20 du Code des assurances (principalement actions, titres d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières, et immeubles) lorsque ces risques ne sont pas couverts par d'autres provisions. De même que la réserve de capitalisation, la provision pour risque d'exigibilité a été retraitée nette d'impôt pour les mouvements de l'exercice dans le résultat consolidé conformément au règlement 2004-10.

**Provisions techniques des entreprises d'assurance**

Les provisions techniques correspondent aux engagements des entreprises d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats.

Les provisions techniques des contrats en unités de compte sont évaluées en fin d'exercice en fonction de la valeur de réalisation des actifs servant de support à ces contrats.

Les provisions techniques de Neuflyze vie sont principalement constituées de provisions mathématiques, qui correspondent à la différence entre les valeurs actuelles des engagements respectivement pris par l'assureur et par les assurés, et des provisions pour sinistres à payer.

**Marge brute des activités d'assurance**

Le classement bancaire par nature des charges et produits se substitue au classement par destination des entreprises d'assurance. La rubrique Marge technique et financière est composée des produits et charges techniques suivantes, après reclassement par nature des autres produits et charges techniques et élimination des éléments intragroupe : les primes ou cotisations acquises, payées ou provisionnées, les charges de prestations, nettes de cessions et de rétrocessions, y compris les variations des provisions, et les produits nets des placements alloués.

**4.5. – Instruments financiers à terme de taux d'intérêt et de change**

Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme, de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07 et de l'Instruction 94-04 de la Commission Bancaire. Ces instruments ne font pas l'objet d'opérations pour couvrir les positions de la banque mais consistent en des produits vendus à la clientèle. Ainsi, les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

**Interventions sur les marchés organisés et assimilés**

En fin d'exercice, les contrats sont évalués suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette évaluation est porté au compte de résultat.

**Interventions sur les marchés de gré à gré**

Les opérations sont affectées dès leur origine dans trois portefeuilles :

- couverture identifiée ou micro-couverture ;
- macro-couverture ;
- transaction.

Sont concernés à ce titre, les contrats d'échange de taux d'intérêt, les accords de taux futurs et les contrats de garantie de taux plafond ou plancher (Cap, Floor).

Les contrats classés dans le portefeuille transaction sont évalués à leur valeur de marché. Les variations de valeur constatées sont directement portées dans les résultats de l'exercice.

Pour les contrats classés dans les portefeuilles de couverture :

- les différentiels d'intérêts courus des contrats d'échange de taux d'intérêt sont rapportés au prorata du temps écoulé, contrat par contrat en compte de résultat ;

- les différentiels d'intérêts reçus ou versés ainsi que les primes des contrats de taux plafonds et de taux planchers sont rapportés en compte de résultat au prorata du temps écoulé.
- Les informations relatives au hors-bilan sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2014-07.

#### **4.6. – Portefeuille titres**

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-07, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées non consolidées.

Par ailleurs, la banque Neufilize OBC applique les dispositions du règlement ANC n°2014-07 relatives à la comptabilisation des opérations sur titres. De plus, la banque Neufilize OBC suit l'avis CNC 2008-19 du 8 décembre 2008 repris par le règlement ANC n°2014-07 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « titres de transaction » et hors de la catégorie « titres de placement ».

#### **Conditions de transfert des titres de transaction et des titres de placement**

Les titres de transaction peuvent être transférés dans les catégories titres de placement ou titres d'investissement et les titres de placement peuvent être transférés vers la catégorie des titres d'investissement dans les cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

#### **Valeur de transfert**

Pour les titres de transaction transférés en dehors de cette catégorie, la valeur de transfert correspond à la valeur comptable des titres de transaction déterminée le jour du transfert selon les règles de la catégorie des titres de transaction qu'ils soient reclassés en titres de placement ou en titres d'investissement.

Pour les titres de placement reclassés en titres d'investissement, les règles existantes s'appliquent. Les titres sont inscrits le jour du transfert à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

#### *Titres de transaction*

Il s'agit de titres négociables sur un marché à caractère liquide et qui sont acquis ou vendus avec l'intention dès l'origine de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix sont représentatifs de transactions réelles, régulières et intervenant dans des conditions de concurrence normale.

Ces titres sont comptabilisés à leur date d'acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus et le cas échéant, en incluant les intérêts courus.

A la date de clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent, les variations de valeur sont portées dans le compte de résultat.

#### *Titres de placement*

Ce sont les titres qui ne sont ni classés en titres de transaction, ni en titres d'investissement. A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les éventuels coupons courus sont enregistrés dans les comptes de créances rattachées.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché correspond au cours le plus récent à fin décembre.

Pour les titres non cotés, la valeur de marché correspond à la valeur probable de négociation.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle.

#### *Titres de l'activité de portefeuille*

Sont regroupés sous cette catégorie, les valeurs acquises avec pour objectif unique d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention de développer des liens durables dans le fonds de commerce de l'entreprise ayant émis ces titres.

Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais inclus.

Les titres inscrits dans cette catégorie figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Celle-ci est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de la société émettrice et de la stratégie d'investissement de l'acquéreur.

Dans le cas de titres cotés, elle peut être établie à partir du cours de bourse retenu sur une durée de référence.

Les moins-values latentes sont calculées par ligne de titres et sont comptabilisées sans compensation avec les plus-values latentes.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

#### *Titres d'investissement*

Ce sont des titres acquis dans l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

A la date d'acquisition, ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus ; les éventuels coupons courus sont enregistrés dans les comptes de créances rattachées.

Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciation sauf s'il existe une forte probabilité que ces titres ne soient pas conservés jusqu'à leur échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

#### *Titres mis en équivalence*

Les titres mis en équivalence représentent des participations dans des sociétés répondant aux principes décrits dans le paragraphe « Méthodes de consolidation ». Les variations de situation nette des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées au passif sous la rubrique « Réserves consolidées » et « Résultats Groupe ».

#### *Autres titres détenus à long terme*

Cette catégorie regroupe les titres acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus.

A la date de leur acquisition, les titres inscrits dans cette catégorie sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### *Titres de participation et parts dans les entreprises liées non consolidées*

Ce sont les titres non consolidés dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

Les « autres titres détenus à long terme » et les « titres de participation et parts dans les entreprises liées » sont évalués individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir. Plusieurs méthodes d'estimation peuvent être utilisées : rentabilité et perspective de rentabilité, capitaux propres, perspective de réalisation, cours moyen de bourse des derniers mois, conjoncture économique.

#### **4.7. – Immobilisations :**

Le groupe Neufilize OBC applique les dispositions relatives aux amortissements et dépréciations des actifs du règlement ANC n°2014-03.



Par ailleurs, les comptes annuels du Groupe Neuflyze OBC ne comprennent pas d'élément significatif susceptible de répondre à la définition des dépenses représentatives de programmes de gros entretiens ou de grandes révisions.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur valeur de réévaluation, nette des amortissements cumulés.

Les terrains ne sont pas amortis. Les amortissements sont calculés, suivant la méthode linéaire ou la méthode dégressif, sur la durée d'utilité des actifs concernés :

- Constructions : 30 à 50 ans ;
- Aménagements : 6 à 15 ans ;
- Mobiliers et matériels : 3 à 10 ans ;
- Logiciels : 1 à 5 ans.

#### **4.8. – Créances et engagements sur les établissements de crédit et sur la clientèle :**

##### **4.8.1. – Généralités**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre des opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédits, à l'exception de ceux qui sont matérialisés par un titre.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devises identiques, même entité de comptabilisation.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

##### **4.8.2. – Traitement des créances douteuses**

Le groupe Neuflyze OBC applique les dispositions relatives au traitement des créances douteuses du règlement ANC n°2014-07. Elle utilise le système de notation interne au Groupe ABN pour la segmentation des encours et leur appréciation.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par le Groupe de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières et neuf mois pour les créances sur des collectivités locales), ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses. Par ailleurs, le groupe applique les dispositions du règlement ANC n°2014-07 sur le déclassement en douteux des découverts. Elle applique la dérogation prévue à l'article 2221-1 de ce règlement, lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garanties.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou pour risques à hauteur des pertes probables, en prenant en compte l'évaluation des garanties reçues mise à jour au moins annuellement. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations nettes aux dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme ces derniers, dans le produit net bancaire.

Les dépréciations pour créances douteuses sont calculées en valeurs actualisées (Article 2231-2 du règlement ANC n°2014-07). Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Le taux utilisé est soit le taux d'origine du crédit quand il est connu, soit le taux d'intérêt légal.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains. Si la restructuration a été conclue à des conditions hors marché, la décote entre les nouvelles conditions et les conditions d'origine est enregistrée en coût du risque lors de la restructuration, puis reprise en marge d'intérêts sur la durée restant à courir de la créance.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat.

Le groupe Neuflyze OBC applique l'article 2231-2 du règlement ANC n°2014-07 du CRC sur les encours bruts douteux supérieurs à 500 K€ et pour lesquels l'impact d'actualisation est supérieur ou égal à 50 K€. Les dépréciations pour ces encours ont été calculées en valeur actualisée.

##### **4.8.3. – Traitement des commissions reçues**

En application du règlement ANC n°2014-07, les commissions reçues sont étalées linéairement au prorata du capital restant dû.

Les produits liés à cet étalement sont enregistrés en PNB et le stock à lisser est intégré à l'encours de crédit concerné.

#### **4.9. – Dettes envers les établissements de crédits et comptes créditeurs de la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### **4.10. – Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bons de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe » du compte de résultat.

Les frais d'émission d'emprunts obligataires encourus dans l'exercice sont amortis de manière linéaire sur la durée de vie des emprunts correspondants. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts dans la rubrique « Produits nets d'intérêts relatifs aux autres intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

##### **4.11. – Dettes subordonnées**

Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Depuis 2011, il n'a pas été renouvelé d'emprunt subordonné auprès de notre actionnaire ABN AMRO NV.

**4.12. – Provisions**

En application des articles 321-1 et suivants du règlement ANC n°2014-03, les provisions sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, un passif représentant une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette rubrique regroupe les provisions destinées à couvrir :

- des risques et des charges non directement liés à des opérations bancaires nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.
- des risques et des charges liés à des opérations bancaires que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation est incertaine.

Les provisions comprennent :

- les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite versés à certains salariés ;
- les primes versées pour les médailles du travail conformément à la Convention Collective ;
- les provisions concernant les engagements par signature ;
- les Provisions Epargne Logement (Par application du règlement 2007-01 relatif à la comptabilisation des comptes et plans d'épargne-logement, les risques attachés aux engagements en matière de plans épargne logement sont couverts par une provision dont le montant correspond à l'estimation du surcoût de rémunération engendré par l'encours de plans d'épargne-logement, compte tenu des taux contractuels d'origine de ces contrats comparés à des taux de marché) ;
- les provisions pour risques divers et litiges ;
- les options de souscription ou d'attribution d'actions consenties aux salariés. Elles font l'objet d'une provision en date d'arrêté, déterminée en fonction de la valorisation des titres sous-jacents, et dotée en résultat exceptionnel.

**4.13. – Engagements en matière de retraite et médailles du travail**

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan. L'impact en résultat est comptabilisé dans la rubrique « frais de personnel ».

Les indemnités de fin de carrière versées lors des départs en retraite ainsi que les compléments de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) versés à certains salariés ont été évalués et provisionnés depuis l'exercice 1987.

Les engagements sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non reconnus.

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013, les effets d'actualisation non encore comptabilisés en charge, compte tenu de l'application jusqu'alors de la méthode du corridor, ont été enregistrés à l'ouverture de l'exercice en capitaux propres pour leurs montants nets d'impôts différés.

Depuis 2013, l'intégralité des dotations et des reprises de l'exercice, incluant les écarts actuariels, sont enregistrées directement en résultat.

**Indemnités Fin de Carrière :**

Lors de la constitution de ces provisions en 2005, les charges sociales y afférent (loi Fillon) ont fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle des engagements. Dans le cadre de la mise en œuvre de la recommandation ANC n°2013-02, les charges restant à étaler à l'ouverture de l'exercice 2013 ont été portées au compte de « report à nouveau ».

Les impacts qui sont passés dans les comptes de charges sont de trois ordres :

Charge théorique du service : il s'agit de la charge normale de l'exercice telle que prise en compte dans le calcul de la provision.

Coût financier : Il s'agit du montant correspondant à une année de droit complémentaire acquis (total de la provision x taux d'actualisation)

Prestation : Il s'agit du montant des prestations versées durant l'année concernée qui diminue le montant de la charge annuelle déjà pris en compte par la charge théorique du service

**Médaille du travail :**

Les impacts passés dans les comptes de charges sont de trois ordres :

Charge théorique du service : il s'agit de la charge normale de l'exercice tel que prise en compte dans le calcul de la provision.

Coût financier : Il s'agit du montant correspondant à une année de droits complémentaires acquis (total de la provision x taux d'actualisation)

Prestation : Il s'agit du montant des prestations versées durant l'année concernée qui diminue le montant de la charge annuelle déjà pris en compte par la charge théorique du service.

**4.14. – CET, Contribution Economique Territoriale**

Conformément au règlement ANC n°2014-03, la Contribution Economique Territoriale a été comptabilisée en charge d'exploitation.

**4.15. – Frais de personnel**

La rubrique Frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel. Elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice. Elle intègre également le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a été créé par l'article 66 de la loi de Finances rectificative pour 2012. Il s'agit d'un crédit d'impôt qui s'impute sur l'impôt sur les bénéfices. Il est accordé à toutes les entreprises à raison des rémunérations qu'elles versent à leur salariés et son taux est de 6 % en 2016.

Conformément aux dispositions prévues par la directive européenne sur les fonds propres réglementaires, dite « CRD IV », les dispositions suivantes ont été mises en place au sein de la banque Neufilze OBC, au titre de l'année 2016 :

Pour les salariés identifiés par les dispositions globales (prévues par le Groupe ABN AMRO) :

En application des critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe Neufilze OBC, les collaborateurs visés se voient appliquer les modalités suivantes quant au versement de leur rémunération variable éventuelle :

- la rémunération variable attribuée aux collaborateurs susvisés est divisée en deux parts, l'une dite « initiale » représentant 60 % de l'ensemble, l'autre dite « différée » en représentant 40 % ;
- la part différée est soumise à des conditions suspensives avant attribution ;
- les parts initiale et différée sont elles-mêmes scindées en deux parts égales : chacune comprend un versement de 50 % en numéraire et de 50 % en certificats de performance.

Le règlement en numéraire des certificats de performance ne pourra s'effectuer qu'après le respect d'une durée de rétention de deux ans.

Ces dispositions s'appliquent dès le premier euro de rémunération variable

Pour les salariés identifiés par les dispositions locales (prévues par le Groupe Neufilze OBC) :

En application des critères détaillés dans la Politique de Rémunération du Groupe Neuflyze OBC, les collaborateurs visés se voient appliquer les modalités suivantes quant au versement de leur rémunération variable éventuelle :

- les rémunérations variables dont le montant brut est inférieur ou égal à 100 000 € sont versées avec la paie du mois de mars N+1 ;
- pour les rémunérations variables dont le montant brut est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 200 000 €, 100 000 € sont versés avec la paie du mois de mars N+1, le solde faisant l'objet d'un différé sur les trois exercices suivants. Chaque année, 1/3 du montant différé sera versé au mois de mars sous les réserves exposées ci-après ;
- pour les rémunérations variables dont le montant brut est supérieur à 200 000 €, 50 % dudit montant est versé avec la paie du mois de mars N+1, le solde faisant l'objet d'un différé sur les trois exercices suivants. Chaque année, 1/3 du montant différé sera versé au mois de mars sous les réserves exposées ci-après.

L'ensemble des modalités applicables est détaillé dans la politique de rémunération du Groupe Neuflyze OBC et ses annexes.

#### 4.16. – Fonds pour risques bancaires généraux :

Le fonds pour risques bancaires généraux comprend, en conformité avec les dispositions réglementaires, les montants non affectés à la couverture des risques généraux non identifiés inhérents aux opérations bancaires.

#### 4.17. – Coût du risque

La rubrique coût du risque se limite aux dotations nettes aux dépréciations pour risques de contrepartie, aux pertes couvertes et non couvertes liées aux risques de contrepartie et aux provisions risques-pays et litiges.

Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

#### 4.18. – Gains et pertes sur actifs immobilisés

La rubrique Gains et pertes sur actifs immobilisés regroupe :

- les plus ou moins-values de cession ainsi que les dotations nettes aux dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement ;
- les plus ou moins-values de cessions sur immobilisations corporelles et incorporelles.

#### 4.19. – Résultat exceptionnel

Ce poste comprend exclusivement les produits et les charges avant impôt, qui sont générés ou surviennent de manière exceptionnelle et qui ne relèvent pas de l'activité courante de l'établissement.

#### 4.20. – Impôt sur les sociétés

L'impôt courant inclut les crédits d'impôts effectivement utilisés au règlement de l'impôt.

Sont intégrées fiscalement les sociétés françaises consolidées détenues à plus de 95 % auxquelles s'ajoutent quelques sociétés françaises non significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation financière (cf. note HB3C).

Pour rappel, suite à l'absorption de la société ABN AMRO France par la banque Neuflyze OBC en date du 29 juin 2007, la société absorbante, Banque Neuflyze OBC, a constitué un nouveau groupe fiscal avec les sociétés membres du groupe fiscal antérieurement constitué par ABN AMRO France.

Les charges d'impôts sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées par le groupe intégré sont conservées par la Banque Neuflyze OBC.

L'article 23 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 avait institué une taxe exceptionnelle de 10 % assise sur la réserve de capitalisation constituée par les entreprises d'assurance, et rendu non imposables les reprises issues de la réserve ainsi taxées. L'article 25 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 institue une contribution complémentaire de 7 % assise sur la même assiette, ou sur le montant de la réserve de capitalisation au 1 janvier 2012 s'il est inférieur. Cette contribution complémentaire n'est pas admise en déduction du résultat imposable à l'impôt sur les sociétés. Elle est constitutive d'une dette d'impôt inscrite au bilan de clôture de l'exercice en cours à la date de promulgation de la présente loi. Elle est prélevée sur le compte de report à nouveau dans les comptes individuels de Neuflyze Vie, et sur le résultat dans les comptes consolidés.

L'article 30 de la 4<sup>ème</sup> loi de Finances rectificative pour 2011 a créé une contribution exceptionnelle et temporaire de 5 % assise sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros, portant le taux d'impôt sur les sociétés de 34,43 % à 36,10 % pour les exercices clos entre le 31 décembre 2011 et le 30 décembre 2013. L'impôt société a donc été calculé au taux de 36,10 % pour toutes les sociétés membre du groupe fiscal.

Pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2013, le taux de cette contribution a été fixé à 10,70 %, portant ainsi le taux d'impôt sur les sociétés à 38 %.

Selon l'article 15 de la loi de Finances rectificative pour 2014, cette contribution est due jusqu'au 30 décembre 2016.

De plus, au titre du régime des sociétés mère et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés sauf la quote-part de 5 % pour frais et charges.

L'article 22 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 a modifié les règles relatives à la taxation des plus-values de cession des titres de filiales et participations réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. La quote-part de frais et charges est calculée sur le montant brut des plus-values réalisées et non plus sur le montant net, et celle-ci est désormais taxée à 12 % au lieu de 10 % en 2011.

#### 4.21. – Imposition différée :

Les impôts différés résultent de différences temporaires existantes lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable.

Les impôts différés actifs retenus répondent aux principes énoncés par le règlement CRC n°99-07 modifié qui limite leur prise en compte :

- à leur récupération probable, c'est à dire lorsqu'elle ne dépend pas de résultats futurs ou lorsqu'il est probable que le groupe pourra les récupérer grâce à un bénéfice imposable attendu ;
- au niveau du montant de stock d'impôts différés passif.

L'article 30 de la 4<sup>ème</sup> loi de Finances rectificative pour 2011 avait instauré une contribution exceptionnelle de 5 % du montant de l'impôt sociétés. Ce taux avait été porté à 10,70 % pour les exercices clos à compter du 31 décembre 2013 jusqu'au 31 décembre 2016. La loi de Finances pour 2016 n'a pas prorogé cette contribution. Les impôts différés 2016 ont donc été calculés au taux de 34,43 %.

Note A1C. – Opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
Titres de placement				
Actions et autres titres à revenu variable	25	-1	24	22

Total des titres de placement	25	-1	24	22
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées	632		632	733
Total des titres d'investissement	632		632	733
Créances rattachées	8		8	7
Titres de transaction, de placement et d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées	640		640	740
Valeurs de marché	795		795	795
Actions et autres titres à revenu variable	25	-1	24	22
Dont titres non cotés	19	-1	18	21
Dont OPCVM français	16	-1	15	15
Dont OPCVM de capitalisation	19	-1	18	17
Total des titres de transaction, de placement et d'investissement	664	-1	663	763

Note A2C. – Créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	2 855		2 855	2 579		2 579
Comptes et prêts		959	959		847	847
Sous-total	2 855	959	3 814	2 579	847	3 426
Créances rattachées	2	7	9	3	6	9
Total	2 857	966	3 823	2 582	853	3 435

Note A3C. – Créances sur la clientèle

Nature des crédits Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016					2015				
	Sociétés et EI	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total	Sociétés et EI	Particuliers	Divers	Clientèle financière	Total
Créances commerciales	7				7	6				6
Autres concours à la clientèle	1 978	654	17	39	2 689	2 020	685	15	16	2 736
Crédits clients	1 897	625	17	0	2 539	1 943	658	15	0	2 616
Court terme	105	43	0		148	45	47	0		92
Moyen terme	482	229	6		718	462	222	0		684
Long terme	1 310	352	11		1 673	1 437	389	14		1 840
Prêts Clientèle fin JJ					0					0
Prêts Clientèle à terme				39	39				16	16
Valeurs non imputées	20				20	0				0
Créances douteuses	62	29	0		91	76	27	0		104
Créances douteuses	25	15	0	0	40	39	15	0	0	54
Créances douteuses compromises	37	14	0		51	38	12	0		50
Comptes ordinaires débiteurs	353	478	20	3	853	348	475	24	2	848
Sous-total	2 338	1 131	38	42	3 549	2 374	1 160	38	18	3 590
Créances rattachées	8	4	0	0	13	9	4	0	0	13
Dépréciations	-37	-14	0		-51	-38	-12	0		-50
Total	2 309	1 122	38	42	3 511	2 345	1 151	39	18	3 553
Dont crédits à échéance	1 948	640	17	39	2 645	1 989	673	15	16	2 692

Chacune des créances douteuses et/ou contentieuses fait l'objet d'une analyse de risque individuelle prenant en compte la situation juridique, économique et patrimoniale du débiteur et/ou du(des) garant(s) personnel(s), la valorisation économique des garanties éventuelles, ainsi que la sécurité juridique, incluant notamment l'évaluation de la pertinence de la documentation contractuelle. Cette analyse est mise à jour régulièrement sur une base trimestrielle.

Note A4C. – Participations, parts dans les entreprises liées non consolidées, autres titres détenus à long terme

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Titres de participation	2	1
Etablissements de crédit	1	1
Entreprises non financières	1	1
Total brut	2	1
Total net	2	1

Dans le cadre de leurs activités bancaires, la Banque Neuflyze OBC et ses filiales participent au capital de diverses SCI et SNC.

Note A5C. – Immobilisations corporelles et incorporelles

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015		
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net
Immobilisations incorporelles						
Droit au bail			0			0
Fonds de Commerce	11	-2	9	11	-2	9
Logiciels	46	-36	10	37	-32	5
Logiciels en cours	1		1	3		3
Total des immobilisations incorporelles	57	-38	20	51	-34	17
Immobilisations corporelles						
Terrains d'exploitation	33		33	33		33
Constructions d'exploitation	51	-40	11	51	-39	12
Constructions hors exploitation			0			0
Installations	75	-56	19	74	-54	19
Matériel, mobilier	23	-17	7	22	-16	6
Immobilisations en cours	2		2	0		0
Total des immobilisations corporelles	183	-113	70	179	-108	71
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	240	-151	90	230	-142	88

Note A5C-1. – Variation des immobilisations corporelles et incorporelles

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2015	Impacts Fonds Propres	Augmentations (acquisitions et dotations)	Diminutions (cessions et reprises)	Autres mouvements	2016
Valeurs nettes au bilan						
Immobilisations incorporelles	17		3	0	0	20
Immobilisations corporelles	71		-1	0	0	70

Note A5C-2. – Ecart d'acquisition

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015		
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net
Ecart d'acquisition						
Banque Neuflyze OBC (*)	8,0	-7,2	0,8	8,0	-6,4	1,6
Cofiloisirs (**)	1,8	-1,8	0,0	1,8	-1,7	0,1
Total des écarts d'acquisition	9,8	-9,0	0,8	9,8	-8,1	1,7

(\*) L'écart d'acquisition constaté lors du rachat de la part des minoritaires de la Banque de Neuflyze fait l'objet d'un amortissement sur 10 ans en linéaire.

(\*\*) L'écart d'acquisition sur les titres Cofiloisirs est amorti sur 10 ans en linéaire. Pour rappel, il avait fait l'objet à fin décembre 2013 d'une dépréciation complémentaire d'un montant de 0,5 M€.

Note A6C. – Participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence

Au 31 décembre (En millions d'euros.) 2016	Part dans les capitaux propres (selon le pourcentage de contrôle)	Part dans les résultats du dernier exercice clos (selon le pourcentage de contrôle)	Total des participations et parts dans les entreprises liées mises en équivalence au bilan consolidé	Valeur nette comptable dans les livres du groupe Neuflyze-OBC des titres détenus
Sociétés financières				
Cofiloisirs	10,101	1,015	11,116	10,672
Total des sociétés financières	10,101	1,015	11,116	10,672

NB : Le pourcentage de contrôle de cette société est précisé dans la note HB3C.

## Note A7C. – Autres actifs

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Primes sur options achetées	9	11
Débiteurs divers	56	80
Total	65	91

## Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Chèques à recouvrer	4	8
Produits à recevoir	14	24
Charges payées d'avance	2	2
Autres comptes de régularisation	36	3
Impôts différés actifs	21,3	22,3
Total	78	59

## Détail impôts différés actifs nets

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Charges et produits constatés d'avance, charges et produits différés	7,1	7,5
Provisions à déductibilité différée	4,0	4,2
IFC et médaillé du travail	8,7	9,2
Amortissement incorporels	1,4	1,4
	21,2	22,3

Selon l'article 11 de la Loi de Finances 2017, le taux de l'impôt société sera ramené à 28 % pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les sociétés du groupe, soit 28,92 % avec la prise en compte de la surtaxe de 3,3 %. Les impôts différés relatifs aux passifs sociaux et au portefeuille titre ont donc été calculés en tenant compte d'un échéancier prévisionnel, et les échéances postérieures à 2019 ont été calculées à 28,92 %. L'impact de ce changement de taux sur le stock d'ouverture représente un gain de 1,2 M€ ;

## Note A8C. – Placements des entreprises d'assurance

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Placements représentant des provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte		
Placements immobiliers	1	1
Titres à revenus variables autres que les OPCVM	629	569
Obligations	271	292
Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe	318	355
Parts d'autres OPCVM	1 910	1 915
Sous total	3 128	3 133
Parts et actions de sociétés immobilières non cotées	39	16
Total placements représentatifs de contrats en unités de compte	3 167	3 148
Placements immobiliers		
Parts SCI	202	152
Immeuble	2	2
Placements financiers		
Actions	664	470
Obligations	2 716	2 835
Prêts	26	21
Dépôts		
Sous total autres placements	3 610	3 481
Placements dans des entreprises liées/avec lesquelles existe un lien de participation	1	1
Intérêts courus et loyers non échus	47	55
Total autres placements	3 658	3 536
Total des placements représentant les provisions techniques afférentes	6 825	6 685

Les placements en dettes souveraines (à 60 %) s'élèvent à 836,3 M€ au 31 décembre 2016 (vs 889,5 M€ au 31 décembre 2015).

## Note A9C. – Dépréciations

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2015	Autres Mouvements	Reprise et Utilisations	Dotations	Impacts fonds propres	2016
Sur Créances Clientèles (Note A3C)	50	0	-7	15	-7	51
Comptes ordinaires	22	0	-3	10	-5	25
Autres	28	0	-4	5	-2	26
Sur Portefeuille Titres (Note A1C)	1	0	0	0	0	1
Titres de placements	1		0	0		1
Total	51	0	-7	15	-7	52

## Note AP1C. – Emplois et ressources suivant la durée restant à courir (montant dépréciations déduites)

Emplois et ressources, à terme, hors créances rattachées

Emplois au 31 décembre (En millions d'euros.)	d<=3mois		3mois>d<1an		1an>d<5ans		d>5ans		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Créances sur les établissements de crédit	162	183	114	42	300	215	383	407	959	847
Crédits à la clientèle (1 et 2)	244	244	497	471	1 424	1 444	474	525	2 639	2 683
Total	406	427	611	513	1 724	1 659	857	932	3 598	3 530

Ressources au 31 décembre (En millions d'euros.)	d<=3mois		3mois>d<1an		1an>d<5ans		d>5ans		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Dettes envers les Etablissements de crédit	919	915	1 182	566	259	189	56	77	2 416	1 747
Dépôts clientèle	2 086	1 904	47	34	57	29			2 190	1 967
Total	3 005	2 819	1 229	600	316	218	56	77	4 606	3 714

## Note AP1C-1. – Operations avec le groupe ABN AMRO

Compte à vue et compte à terme, hors créances rattachées

Emplois au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Créances sur les établissements de crédit	3 568	3 220
Crédits à la clientèle		
Total	3 568	3 220

Ressources au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Créances sur les établissements de crédit	2 422	1 787
Total	2 422	1 787

## Note P1C. – Dettes envers les établissements de crédit

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	43		43	63		63
Comptes et emprunts	14	2 416	2 430	42	1 747	1 789
Autres sommes dues	7		7	3		3
Sous-total	64	2 416	2 479	108	1 747	1 855
Dettes rattachées	0	4	5		5	5
Total	64	2 420	2 484	108	1 752	1 860

## Note P2C. – Répartition des dépôts clientèle par agent économique

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne a régime spécial (1)	795	21	816	716	21	738
Sociétés et entrepreneurs individuels	3	0	3	3	0	3
Particuliers	791	21	812	712	21	733
Divers	2		2	1		1
Autres dettes	2 953	2 169	5 123	2 612	1 946	4 559
Comptes ordinaires	2 941	0	2 941	2 602	0	2 602
Sociétés et entrepreneurs individuels	1 744		1 744	1 554		1 554

Particuliers	836		836	739		739
Divers	247		247	221		221
Clientèle financière	115		115	88		88
Comptes créditeurs à terme	0	2 168	2 168	0	1 945	1 945
Sociétés et entrepreneurs individuels		1 930	1 930		1 772	1 772
Particuliers		51	51		18	18
Divers		186	186		155	155
Clientèle financière		0			0	
Autres sommes dues à la clientèle	10		10	6		6
Dettes rattachées	2	2	4	4	2	6
<b>Total</b>	<b>3 749</b>	<b>2 190</b>	<b>5 938</b>	<b>3 329</b>	<b>1 968</b>	<b>5 296</b>

(1) dont épargne réglementée (avis CNC n°2006-02)

- Montant des encours collectés au titre des comptes et des plans d'épargne logement sur la phase d'épargne en date d'arrêté : 20,59 M€

- Montant des encours de crédit en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement en date d'arrêté : 0,008 M€

- Pour les plans épargne-logement : affectation par tranche d'ancienneté (0-4 ans, 4-10 ans et plus de 10 ans) de ces montants :

	0-4 ans	0,666 M€				
	4-10 ans	0,841 M€				
	+ de 10 ans	19,078 M€				

Note P3C. – Autres passifs

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Primes sur options vendues	9	11
Créditeurs divers	187	91
<b>Total</b>	<b>196</b>	<b>103</b>

Comptes de régularisation

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Comptes d'ajustement sur devises		
Produits constatés d'avance	4	5
Charges à payer	51	50
Autres comptes de régularisation	19	18
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>72</b>

Note P4C. – Provisions

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2015	Autres mouvements	Reprise & utilisation	Dotations	2016
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	1	0	0		0
Provisions pour passifs sociaux	27	1	-1	3	31
Indemnités départ à la retraite	24	1	-1	3	27
Médailles du travail	4		0	0	4
Autres provisions	15	-1	-4	4	13
Provisions pour restructuration	3				3
Autres	12	-1	-4	4	10
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>0</b>	<b>-6</b>	<b>7</b>	<b>44</b>

Note P4-1C. – Couverture engagements de retraite

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2015	Variation de l'exercice	2016
Engagements			
Retraite supplémentaire	17,3	1,7	19,0
Indemnités de fin de carrière	23,5	1,8	25,3
Médaille du travail	3,8	0,1	3,9
<b>Sous-total engagements</b>	<b>44,6</b>	<b>3,6</b>	<b>48,2</b>



Retraites supplémentaires et indemnité de fin de carrière	-17,1	-0,7	-17,8
Montant total couverture			
Montant net engagements	27,4	3,0	30,4

**Hypothèses retenues :**

Taux de rendement : 2 %

Taux d'actualisation : 1,45 %

Taux attendu d'augmentation

des salaires : 1,80 %

Les engagements de retraite sont directement provisionnés par les filiales, selon des méthodes homogènes, conformément aux principes du groupe.

Suite au changement de méthode (recommandation ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013), depuis janvier 2013, les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

## Note P5C. – Capitaux propres consolidés

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015
Capital social	384	384
Réserves consolidées	88	88
Prime d'émission	168	168
Capitaux propres avant résultat	640	640
Résultats groupe	47	46
Capitaux propres groupe et hors groupe	687	686

## Variation capitaux propres 2015/ 2016

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat exercice	Total capitaux propres part du groupe hors FRBG
Situation au 31/12/2014	384	168	131	45	728
Mouvements 2015	-	-	-43	1	-42
Affectation résultat 2014			45	-45	-
Distribution de dividendes - AG septembre 2015			-88		-88
Résultat 2015				46	46
Situation au 31/12/2015	384	168	88	46	686
Mouvements 2016	-	-	0	1	1
Affectation résultat 2015			46	-46	-
Distribution de dividendes - AG mai 2016			-46		-46
Résultat 2016				47	47
Situation au 31/12/2016	384	168	88	47	687

## Actionnariat

Nature des titres / Détenteurs	Nominal	Nombre	Valorisation
Actions ordinaires	109,00	3 518 417	383 507 453
ABN AMRO Bank NV		3 513 610	

ABN AMRO est une banque commerciale et d'investissement néerlandaise qui a fait l'objet d'une OPA le 10 octobre 2007 par un consortium composé des banques Fortis, RBS et Santander.

Le 3 octobre 2008, l'État néerlandais a racheté les intérêts d'ABN AMRO détenus par Fortis, remplaçant Fortis au sein du consortium et prenant la direction des activités d'ABN AMRO.

En avril 2010 a eu lieu la séparation d'ABN et de RBS mettant fin à la holding RFS. Cette séparation a été suivie, le 1<sup>er</sup> juillet 2010, par la fusion des entités Fortis NL et ABN NL.

En novembre 2015, ABN Amro est réintroduit en bourse après la vente de 20 % de participation par l'État néerlandais.

Aujourd'hui, ABN Amro NV est la 2<sup>ème</sup> banque des Pays-Bas.

## Note HB1C. – Engagements sur instruments financiers à terme

(En millions d'euros.) (Positions ouvertes)	2016		2015	
	Couverture	Transaction	Couverture	Transaction
Instruments de taux d'intérêt				
Marchés organisés				
Opérations fermes :			-	

Marchés de gré à gré				
Opérations fermes :	611		708	-
Contrats d'échange de taux d'intérêt				
Emprunt à taux fixe / Prêt à taux variable	305		354	
Emprunt à taux variable / Prêt à taux fixe	305		354	
Opérations conditionnelles :	196		151	-
Taux plafonds				
Achat	101		80	
Vente	95		71	
Instruments de cours de change				
Marchés organisés				
Opérations conditionnelles :		15	-	126
Options de change				
Achat		7		63
Vente		7		63
Autres instruments				
Marchés organisés				
Opérations conditionnelles :		347	-	246
Options sur Actions				
Achat		173		123
Vente		173		123

Note : Ce tableau tient compte des opérations initiées par NSM Vie

Note HB2C. – Autres engagements

Nature de l'engagement	31/12/2016		31/12/2015	
	euros	CVE Devises	euros	CVE Devises
Opérations de change à terme				
euros à recevoir contre devises à livrer	75	75	95	95

Note HB2C suite. – Autres informations sur instruments financiers à terme

Durée résiduelle (notionnels) au 31 décembre 2016 (En millions d'euros.)	<= 1 an	1<n<= 5 ans	> 5 ans
Marchés de gré à gré	49 128	287 249	99 402
Instruments de taux d'intérêt	41 833	287 249	99 402
Instruments de change	7 295	-	-

Primes sur options

Durée résiduelle (notionnels) au 31 décembre 2016 (En millions d'euros.)	Primes	Primes
	reçues	payées
Options sur actions/indices	7,3	7,9
Options de taux	1,3	1,1
Total	8,7	9,0

Risque de contrepartie

Risque de contrepartie au 31 décembre 2016 (En millions d'euros.)	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Risques sur les établissements de crédit situés en zone A	1 397	112
Clientèle	25 422	2 034
Total avant effet des accords de compensation	26 819	2 146

Note HB3C. – Liste des sociétés consolidées

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016	2015	Sociétés consolidées - Activité - Siège social - SIREN	Méthode (*)	% de Capital détenu		% de Contrôle	% d'Intérêt
					Banque Neuflyze OBC	Filiales	Groupe	Groupe

Banques commerciales								
Cofiloisirs			Société Financière / Audiovisuel	MEE	45,63 %		46,04 %	45,63 %
Total bilan	306,5	223,8	9, rue Jean Mermoz					
Dont Capitaux Propres	22,6	22,5	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	1,9	1,5	Siren : 722 037 983					
AA Investissement Solutions			Gestion de Portefeuilles	IG	100,00 %		100,00 %	99,99 %
Total bilan	106,9	104,9	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres (A)	39,0	36,8	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	25,9	21,1	Siren : 410 204 390					
AAA			Conseil en Investissements	IG		100,00 %	100,00 %	99,99 %
Total bilan	1,5	1,0	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres (A)	0,4	0,5	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	0,1	0,3	Siren : 477 555 924					
DIONNE			Société Holding	IG	100,00 %		100,00 %	99,99 %
Total bilan	0,1	0,1	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres (A)	0,1	0,1	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	0,0	0,0	Siren : 789 334 125					
CYCAS			Société Holding	IG	100,00 %		100,00 %	99,99 %
Total bilan	0,1	0,1	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres (A)	0,1	0,1	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	0,0	0,0	Siren : 789 278 033					
CERAISTE			Société Holding	IG	100,00 %		100,00 %	99,99 %
Total bilan	0,1	0,1	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres (A)	0,1	0,1	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	0,0	0,0	Siren : 789 548 542					
Assurance								
Neuflyze VIE			Assurance Vie	IP	60,00 %		60,00 %	60,00 %
Total bilan	11 712,2	11 529,8	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres	305,5	305,7	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	24,8	22,5	Siren : 377 678 917					
Autre								
SNC Hoche Courcelles			Propriété immobilières d'exploitation	IG	100,00 %		100,00 %	99,99 %
Total bilan	46,4	57,0	3, avenue Hoche					
Dont Capitaux Propres	41,1	51,1	75008 Paris					
Dont Résultats sociaux	5,2	5,8	Siren : 389 488 446					

(\*) MEE = Mise en Equivalence

IG = Intégration globale

IP = Intégration proportionnelle

(A) Sociétés faisant partie du groupe fiscal Banque de Neuflyze OBC, avec les sociétés non consolidées : Hoche 31, Hoche 35, SNC OYAT et SNC OPHRYS.

**Sorties de périmètre en 2016**

Néant.

**Entrées de périmètre en 2016**

Néant.

## Note HB4C. – Engagements de garantie reçus de la clientèle

Au 31 décembre (En millions d'euros.)	2016			2015		
	Clientèle Privé	Clientèle Entreprises	Total	Clientèle Privé	Clientèle Entreprises	Total
Hypothèques	121	518	639	135	563	698
Garanties Espèces	12	31	43	10	86	96
Nantissements titres	158	303	460	153	261	415
Nantissements assurance vie	456	206	662	469	198	667
Cautions personnelles	0	32	32	0	36	36
Total	746	1 089	1 836	768	1 144	1 912

Il s'agit des garanties éligibles et utilisées dans le calcul du ratio Bale II méthode standard.

## Note R1C. – Marge d'intérêts et assimilés

Intérêts et produits assimilés (En millions d'euros.)	2016			2015		
	Etablissements de crédit	Clientèle	Autres	Etablissements de crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs	30	17		29	17	
Intérêts sur comptes et prêts à terme	24	2		20	1	
Intérêts sur créances commerciales et crédits clientèle		64			66	
Intérêts sur pensions reçues et rémunérés						
Produits des opérations sur instruments de taux	0	4		1	5	
Intérêts sur titres à revenu fixe			18			19
	55	87	18	50	89	19
Sous-total intérêts		160			158	
Commissions sur engagements de financement	0	2		0	2	
Commissions sur engagements de garantie	0	1		0	1	
	0	4	0	0	3	0
Sous-total commissions		4			3	
	55	90	18	50	92	19
Total produits		164			162	

Intérêts et charges assimilés (En millions d'euros.)	2016			2015		
	Etablissements de crédit	Clientèle	Autres	Etablissements de crédit	Clientèle	Autres
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	-1	0		0	0	
Intérêts sur comptes et emprunts à terme	-9	-9		-11	-14	
Intérêts sur dettes représentées par un titre			-5			-2
Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial		-3			-5	
Charges des opérations sur instruments de taux	-4	-1		-5	-1	
	-15	-14	-5	-17	-21	-2
Sous-total intérêts		-33			-40	
Commissions sur engagements de garantie et de financement reçus	-1	0		0	0	
	-15	-14	-5	-17	-21	-2
Total charges		-33			-40	
Marge nette d'intérêts		127			118	
Commissions sur engagements de financement et garantie		3			3	
Sous total produits nets d'intérêts et assimilés		130			122	
Produits nets sur opérations financières (R3C)		5			6	
Total marge d'intérêts et assimilés		135			128	
Dont commissions à caractère d'intérêts		5			6	
Dont marge d'intérêts		130			122	

Concernant la ventilation géographique du produit net bancaire, la quasi-totalité des opérations est effectuée avec la France.  
Evénements postérieurs à la clôture : néant.

Note R2C. – Commissions

(En millions d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations sur effets et comptes	13	0	13	0
Opérations de hors-bilan	2	0	3	0
Prestations de services financiers	230	79	240	79

Moyens de paiement	6	4	6	4
Opérations financières et titres	24	2	21	2
Autres	199	74	214	73
	246	79	257	79
Produit net des commissions	167		178	

## Note R3C. – Produits nets opérations financières

(En millions d'euros.)	2016		2015	
	Gains	Pertes	Gains	Pertes
Titres de transaction	1	0	1	0
Titres de placement	0	0	1	0
Plus-values de cession	0		1	
Opérations de change	30	27	21	18
Instruments financiers	17	16	13	13
Total	48	43	36	31
Solde	5		6	

## Note R4C. – Marge technique et financière des entreprises d'assurance

(En millions d'euros.)	2016	2015
Primes	345	564
Produits nets des placements	131	149
Charges de prestations et résultats techniques	-406	-685
Net ajustement ACAV	91	155
Participation aux résultats	-84	-104
Commissions versées	-31	-32
Autres charges/ produits non techniques	1	0
Marge technique et financière	47	46
Frais généraux	-24	-24
Impôts	-8	-9
Résultat retraité consolidé	15	14

Les résultats de la marge technique sont consolidés en proportionnel (60,00 %) et intègrent les retraitements effectués sur la dotation à la réserve de capitalisation et à la reprise pour risque d'exigibilité.

Les primes brutes (sur la base de 100 %) se sont élevées pour l'exercice 2016 à 576 millions d'euros contre 939 millions d'euros en 2015.

## Tableau de passage du résultat retraité au résultat social

	2016	2015
Quote-part de résultat retraité	15	14
Résultat retraité pris à 100 %	25	23
Retraitement sur (dotation)/reprise à la réserve de capitalisation de l'exercice	-1	0
Résultat social	24	23

## Note R5C. – Frais généraux et amortissements

(En millions d'euros.)	2016	2015
Frais de personnel (1)	145	147
Salaires et traitements	87	84
Charges sociales	32	34
Charges de retraite	9	9
Intéressement et participation des salariés	7	8
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	13	12
	148	147
Charges refacturées	-3	-1
Autres frais administratifs	113	107
Impôts et taxes	10	12
Services extérieurs (2)	107	102

	117	114
Charges refacturées	-4	-7
Amortissements	9	7
Total frais généraux et amortissements	266	261
<i>(1) Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi s'élève à 563 K€ en 2016 et est affecté aux efforts d'investissements, notamment dans le cadre de projets (Digital, MIFID2...).</i>		
<i>(2) Les honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2016 s'élèvent à 144,5 K€ HT pour EY, 144,5 K€ HT pour Mazars.</i>		

L'ensemble des rémunérations allouées pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2016 aux membres du Directoire s'élève à 1 451 K€.

En outre, le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance s'élève à 85 K€.

Au 31 décembre 2016, les Bonus différés CRD non comptabilisés s'élèvent à 1,1 M€.

Note R6C. – Cout du risque

(En millions d'euros.)	2016			2015		
	Clientèle privé	Clientèle entreprises	Total	Clientèle privé	Clientèle entreprises	Total
Dotations aux dépréciations	-3,5	-10,5	-13,9	-2,3	-8,6	-10,8
Reprises de dépréciations	1,8	11,0	12,7	1,0	8,7	9,7
Pertes constatées	-0,3	-7,2	-7,5	-0,7	-7,5	-8,2
Recouvrements encaissés	0,4	0,7	1,1	0,2	0,4	0,6
Effet d'actualisation	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,0
	-1,5	-6,0	-7,6	-1,6	-7,1	-8,8

Note R8C. – Résultat exceptionnel et amortissements des écarts d'acquisition

(En millions d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Amortissement écart d'acquisition et fonds de commerce	0,0	0,9	0,0	1,0
	0,0	0,9	0,0	1,0
Résultat exceptionnel net et amortissements des écarts d'acquisition		-0,9		-1,0

Note R9C. – Impôts sur les bénéfices

Impôts sur les sociétés (En millions d'euros.)	2016	2015
Charges des impôts de l'exercice et carry back	27	34
Charges d'impôt des exercices antérieurs		-1
Charges (produits) nets des impôts différés de l'exercice	1	1
Charge nette d'impôts sur les sociétés (*)	28	34

Preuve d'impôt (En millions d'euros.)	2016	2015
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	75,1	80,1
Taux courant d'impôt	34,43 %	38,00 %
Impôt théorique	25,9	30,4
Effet des différences permanentes	0,3	0,8
Effet des revenus non taxés	-0,8	-1,9
Incidence des crédits d'impôt	-0,8	-1
Variation de taux sur stock impôts différée	1,1	1,2
Surtaxe sur revenus distribués	1,8	3,1
Reclassement provision pour risques Geogas	0,8	1,5
Charge d'impôt au résultat consolidé	28,3	34,1
Taux d'impôt au résultat consolidé	37,63 %	42,62 %
Charge d'impôt effectivement constatée	28,3	34,1
Taux effectif d'impôt	37,63 %	42,62 %

<b>Impôts différés (Provision au bilan) (En millions d'euros.)</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Impôts différés actif	21	22
Impôts différés nets (Note P4C)	21	22

## Note R10C. – Effectifs

<b>Effectif moyen du personnel</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Techniciens des métiers de la Banque	194	218
Cadres	799	811
	993	1 029
Dont les effectifs employés par les sociétés consolidées par intégration proportionnelle	66	68

L'effectif comprend les salariés du groupe Neulize OBC ainsi que ceux détachés dans d'autres sociétés du groupe en France.  
Les effectifs de Neulize Vie sont pris en compte à 100 %.

## Note R11C. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>2016</b>		<b>2015</b>	
	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>	<b>Charges</b>
Pertes opérationnelles				4
Autres charges d'exploitation bancaires		7		
Autres produits d'exploitation bancaire	6		2	
Total	6	7	2	4
Solde	0		-2	

## Note R12C. – Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>2016</b>		<b>2015</b>	
		<b>% détenion</b>		<b>% détenion</b>
Résultat net Cofiloisirs (à 100 %)	2,2		1,5	
Quote-part dans le résultat de l'année	1,0	45,63 %	0,7	45,63 %
Total	1,0		0,7	

Conformément à la recommandation ANC 2013-01, la Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence est présentée au sein du Produit net bancaire.

## Note R13C. – Operations intercompanies avec le groupe ABN AMRO

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>décembre 2016</b>	<b>Dont interco avec Groupe ABN AMRO</b>	<b>décembre 2015</b>	<b>Dont interco avec Groupe ABN AMRO</b>
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	130 218	40 544	121 575	32 853
+ Intérêts et produits assimilés	158 796	53 810	158 931	48 794
+ Revenus des titres à revenu variable	433		239	
- Intérêts et charges assimilés	-29 011	-13 266	-37 595	-15 941
Produits nets des commissions	166 539	7 887	178 462	9 436
+ Commissions (Produits)	245 754	8 401	257 406	9 667
- Commissions (Charges)	-79 215	-514	-78 944	-231
Produits nets sur opérations financières	4 821	7 476	5 803	3 017
+ Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4 833	7 476	5 141	3 017
+ Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-12		662	
Marge technique et financière activités assurances	47 300		46 424	
Autres produits d'exploitation bancaire	6 330		1 952	
Autres charges d'exploitation bancaire	-6 547		-4 004	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	1 015		691	
Produit net bancaire	349 676	55 907	350 903	45 305
Frais de personnel	-144 663		-147 082	
Charges générales d'exploitation	-112 790	-10 078	-106 798	-11 299

Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-8 648		-7 202	
Total frais généraux	-266 101	-10 078	-261 082	-11 299
Résultat brut d'exploitation	83 575	45 829	89 821	34 006

#### IV. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Banque Neufilize OBC, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

##### I. – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

##### II. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

##### **Estimations comptables :**

- Votre groupe constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités tel que décrit dans la note 4.8 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les dispositifs de contrôle relatifs au suivi du risque de crédit, à l'appréciation du risque de non recouvrement et à leur couverture par les dépréciations.
- Votre groupe constitue des provisions techniques propres à l'assurance pour couvrir ses engagements, comme indiqué dans la note 4.4 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles, notre appréciation des provisions techniques s'est fondée sur l'analyse de la méthodologie de calcul mise en place ainsi que sur l'appréciation des hypothèses retenues.
- Les placements financiers propres à l'assurance sont comptabilisés et valorisés selon les modalités mentionnées dans la note 4.4 de l'annexe. Nous nous sommes assurés de la correcte application des modalités d'évaluation retenues et nous avons apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fonde leur évaluation ainsi que les modalités de classification retenues sur la base de la documentation retenue.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

##### III. – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense et Courbevoie, le 17 mars 2017

Ernst & Young Audit

Luc Valverde

Associé

Mazars

Gilles Dunand-Roux

Associé

#### V. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque, 3, avenue Hoche – 75008 Paris.

**1703683**